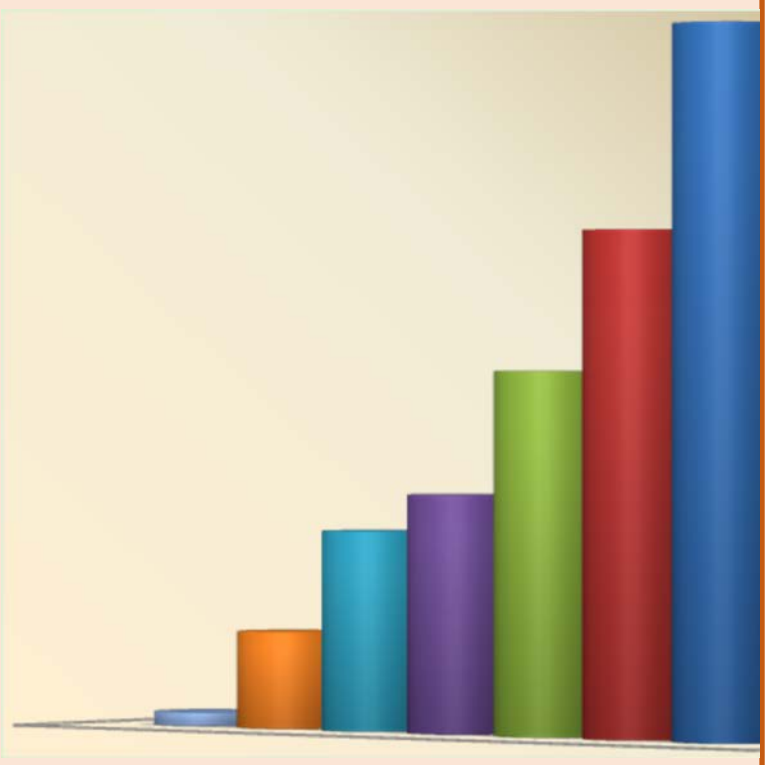
REPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTERE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES
(INSEED)

COMPTES NATIONAUX DU TOGO 2013

COMPTES DEFINITIFS



Novembre 2016

COMPTES NATIONAUX DU TOGO
2013

COMPTES DEFINITIFS

FICHE SIGNALETIQUE DE L'ECONOMIE TOGOLAISE

Indicateurs de performance globale de l'économie				
Rubrique	**Libellé**	**2011**	**2012**	**2013**
Principaux Agrégats *(En Milliards de FCFA, valeur courante)*				
	Produit intérieur brut (PIB)	1 824,9	1 977,5	2 134,5
	Exportations de biens et services	796,3	894,0	992,0
	Importations de biens et services	1 176,5	1 170,8	1 414,8
	Formation brute de capital fixe (FBCF)	507,7	504,4	582,7
	Consommation finale totale (CF)	1 735,8	1 793,4	1 925,8
	Epargne brute	312,2	310,8	350,7
Agrégat par tête *(En milliers de FCFA)*				
	PIB/tête	290,7	307,5	323,9
	CF des ménages/tête	223,0	226,9	238,3
	RDB des ménages/tête	237,1	241,0	256,2
Taux de croissance (%)				
	Taux de croissance réel du PIB	6,4	6,5	6,1
	Taux de croissance réel de la CF des ménages	2,5	1,3	5,6
	Taux de croissance réel de la FBCF	35,1	-0,5	13,4
	Taux de croissance réel des Exportations	21,3	9,7	7,5
	Taux de croissance réel des Importations	26,5	-3,6	18,1
Indicateurs de structure et autres taux (%)				
	Part de l'informel dans le PIB *(non compris les loyers imputés et services domestiques)*	42,8	40,9	40,1
	Taux d'investissement [(FBCF+VS)/PIB]	25,7	23,3	29,6
	Taux d'épargne [Epargne brute/PIB]	17,1	15,7	16,4
	Taux effectif de prélèvement fiscal [Total des impôts et taxes / PIB]	16,2	14,5	17,2
Prix (%)				
	Déflateur du PIB	1,3	1,6	1,7
	Taux d'inflation (IHPC)	3,6	2,7	1,8
Echange avec l'extérieur				
	Solde balance des biens et services/PIB (%)	-20,8	-14,0	-19,8
	Taux de pénétration (%) [Importations/Total Ressource]	39,2	37,2	39,9
	Propension moyenne à exporter [Exportations/PIB]	0,436	0,452	0,465
	Propension moyenne à importer [Importations/PIB]	0,645	0,592	0,663
	Taux de dépendance de l'économie vis-à-vis de l'extérieur (%)	108,1	104,4	112,8
	Taux de couverture du commerce extérieur (%)	67,7	76,4	70,1
	Termes de l'échange (%)	100,0	99,3	100,1
	Capacité/besoin de financement du reste du monde/PIB (%)	1,4	0,1	5,8
	Exportations des biens manufacturés/Total exportations (%)	57,7	61,3	60,9
Indicateurs de comportement et de participation des sociétés non financières (%)				
	Part salariale	27,2	30,3	29,3
	Taux de marge	65,9	68,5	69,2
	Part de l'épargne des entreprises dans l'épargne totale	36,3	11,6	17,1
	Taux d'investissement	34,9	34,5	45,2

Indicateurs de performance globale de l'économie				
Rubrique	**Libellé**	**2011**	**2012**	**2013**
Indicateurs de comportement et de participation des ménages				
	Propension moyenne à consommer	0,940	0,942	0,930
	Part de l'investissement financé par l'épargne (%)	91,5	130,1	133,3
	Part de la CF dans le PIB (%)	76,7	73,8	73,5
	Investissement des ménages dans l'investissement total (%)	17,3	25,6	25,0
Population				
	Population totale *(en millions)*	6,278	6,431	6,589
	Population active occupée *(en millions)*	2,425	2,492	2,531
	Taux de croissance démographique moyen (%)	2,4	2,4	2,4
Ratios (%)				
	Consommation finale des ménages/PIB	76,7	73,8	73,5
	Consommation finale publique/PIB	16,9	15,3	15,1
	Consommation finale totale/PIB	95,1	90,7	90,2
	FBCF Privée/PIB	16,7	18,4	20,6
	FBCF publique/PIB	11,1	7,1	6,7
	FBCF totale/PIB	27,8	25,5	27,3
	Exportations/PIB	43,6	45,2	46,5
	Importations/PIB	64,5	59,2	66,3

EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX

Kokou Yao N'GUISSAN, Directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED)
Tchiou ANIMAOU, Directeur de la comptabilité nationale et des études économiques (DCNEE)
Kodzo Dodzi HEVI, Chargé de la Division des comptes nationaux et de la prévision (DCNP)
Atcharé Kossivi BANDJE Responsable du secteur primaire
Koffi Mepanou ADOLI, Responsable du compte des administrations publiques
Nouroudine ABDOULAYE, Responsable du compte des opérations avec le Reste du monde
Wiyao DJENGLE, Responsable du compte des sociétés financières
Abravi DUYIBOE, Compte des administrations publiques, Responsable du volet sécurité sociale
P'lanam Germain FAROUH, Compte des administrations publiques, Responsable des administrations publiques centrales
Manzama FAWIE, Compte des administrations publiques, Responsable des Etablissements publics nationaux (EPN)
Dadja Tassondi TAZOU, Responsable du compte des sociétés non financières
Kodjovi NATOR, Secteur primaire, Responsable du volet élevage, pêche et sylviculture
Tchambago OURNA Consultant en comptabilité nationale

TABLE DES MATIERES

FICHE SIGNALETIQUE DE L'ECONOMIE TOGOLAISE I

EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX III

TABLE DES MATIERES IV

LISTE DES TABLEAUX V

LISTE DES GRAPHIQUES ET ENCADRES V

SIGLES ET ACRONYMES VI

AVANT-PROPOS 1

RESUME 2

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL 3

2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2013 4

2.1: FORMATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT SUIVANT LES TROIS OPTIQUES 4
2.2: ANALYSE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DU POINT DE VUE DE L'OFFRE 6
2.2.1. SECTEUR PRIMAIRE 7
2.2.2. SECTEUR SECONDAIRE 8
2.2.3. SECTEUR TERTIAIRE 10
2.2.4. PART DE L'INFORMEL DANS LE PIB 11
2.2.5. EMPLOI DANS L'ECONOMIE EN 2013 12
2.3: EVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB 13
2.3.1. CONSOMMATION FINALE 13
2.3.2. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF) 15
2.3.3. VARIATIONS DES STOCKS 16
2.3.4. ECHANGES EXTERIEURS DE BIENS ET SERVICES 16
2.4: ANALYSE DES SECTEURS INSTITUTIONNELS EN 2013 18
2.4.1. MENAGES ET ENTREPRENEURS INDIVIDUELS 18
2.4.2. SITUATION DES SOCIETES NON FINANCIERES (SNF) 19
2.4.3. SITUATION DES SOCIETES FINANCIERES 19
2.4.4. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES 20
2.5: COMPTE DU RESTE DU MONDE 21

3. MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE (MCS) 2013 23

ANNEXES 26

ANNEXE 1: VENTILATION DE LA VALEUR AJOUTEE PAR BRANCHE D'ACTIVITES A PRIX COURANTS 26
ANNEXE 2: VALEUR AJOUTEE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITES (A PRIX CONSTANTS BASE 2007) 27
ANNEXE 3: EQUILIBRE RESSOURCES - EMPLOIS DE L'ECONOMIE DE 2007 A 2013 A PRIX COURANTS 28
ANNEXE 4: MATRICE EMPLOI 2013 29
ANNEXE 5: TABLEAUX DE SYNTHESE DE L'ECONOMIE NATIONALE 30
Annexe 5. 1: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2012, base 2007 30
Annexe 5. 2: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2013, base 2007 31
Annexe 5. 3: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2012, courant 32
Annexe 5. 4: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2013, courant 33
Annexe 5. 5: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) 2012 34
Annexe 5. 6: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) 2013 35
ANNEXE 6: MACRO-MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE (MCS) AGREGEE DU TOGO POUR 2013 36
ANNEXE 7: APERÇU METHODOLOGIQUE 37

GLOSSAIRE 44

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et à prix constants 5
Tableau 2: Evolution des principales productions vivrières et de rente 8
Tableau 3: Evolution de la production de l'élevage et de la pêche à prix courants..... 8
Tableau 4: Evolution des ressources et des emplois du PIB à prix constants base 2007 13
Tableau 5: Formation brute de capital fixe par produit 15
Tableau 6: Evolution de la FBCF de 2011 à 2013 en valeur par secteur institutionnel 15
Tableau 7: Evolution en valeur des biens et services exportés de 2011 à 2013 17
Tableau 8: Evolution en valeur des biens et services importés de 2011 à 2013..... 17
Tableau 9: Evolution en valeur de la consommation finale des ménages selon la nature des dépenses 18
Tableau 10: Quelques indicateurs sur les SNF..... 19
Tableau 11: Quelques indicateurs sur les SF..... 20
Tableau 12: Quelques indicateurs sur les APU 20
Tableau 13: Compte du Reste du monde de 2011 à 2013 21
Tableau 14 : Macro-matrice de comptabilité sociale (MCS) primaire du Togo pour l'année 2013..... 24

LISTE DES GRAPHIQUES ET ENCADRES

Graphique 1: Part (%) des différents secteurs dans le PIB en 2013, prix constants 2007..... 6
Graphique 2: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activité entre 2011 et 2013..... 7
Graphique 3: Répartition (%) sectorielle des activités informelles en 2012 et 2013 11
Graphique 4: Répartition (%) de l'emploi formel et informel dans les secteurs d'activité en 2013 12

Encadré 1 : Estimation de la production de l'élevage 14
Encadré 2 : Enjeux de la mise en œuvre du SCN2008 au Togo..... 22

SIGLES ET ACRONYMES

AFRISTAT	:	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
AFRITAC de l'Ouest	:	Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest
APU	:	Administrations publiques
BIE	:	Budget d'investissement et d'équipement
BTP	:	Bâtiments et travaux publics
CAF	:	Coût, assurance et fret
CB	:	Compte de branche
CCF	:	Consommation de capital fixe
CPC		Classification centrale des produits
CF	:	Consommation finale
CITI (Rev 3)	:	Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (troisième révision)
CNSS	:	Caisse nationale de sécurité sociale
DCNEE	:	Direction de la comptabilité nationale et des études économiques
DCNP	:	Division des comptes nationaux et de la prévision
DEC 2080	:	Document des établissements de crédit
DGIPE	:	Direction de la gestion informatique du personnel de l'Etat
DGSCN	:	Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale
DSF	:	Déclarations statistiques et fiscales
EB	:	Épargne brute
EBE	:	Excédent brut d'exploitation
EPN	:	Etablissements publics nationaux
ERE	:	Équilibre des ressources et des emplois
ERETES	:	Équilibre ressources emplois - Tableau entrée sortie
FAB	:	Franco à bord
FBC	:	Formation brute de capital
FBCF	:	Formation brute de capital fixe
FCFA	:	Franc de la communauté financière africaine
FMI	:	Fonds monétaire international
IHPC	:	Indice harmonisé des prix à la consommation
INSEED	:	Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
ISBL	:	Institution sans but lucratif
ISBLSM	:	Institution sans but lucratif au service des ménages
ITNP	:	Impôts et taxes nets sur les produits
NAEMA	:	Nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT
NOPEMA	:	Nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT
ONG	:	Organisation non gouvernementale
PAI	:	Programme d'appui institutionnel de l'Union européenne à l'État togolais

PIB	:	Produit intérieur brut
PNIASA	:	Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire
PNUD	:	Programme des nations unies pour le développement
QUIBB	:	Questionnaire unifié des indicateurs de base de bien-être
RDB	:	Revenu disponible brut
RDM	:	Reste du monde
RGPH	:	Recensement général de la population et de l'habitat
RSa		Rémunération des salariés
SCN	:	Système de comptabilité nationale des Nations unies
SCN 93	:	Système de comptabilité nationale des Nations unies de 1993
SCN 2008	:	Système de comptabilité nationale des Nations unies de 2008
SF	:	Société financière
SH		Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises
SIFIM	:	Services d'intermédiation financière indirectement mesuré
SNF	:	Société non financière
TCEI	:	Tableau des comptes économiques intégrés
TRE	:	Tableau des ressources et des emplois
TVA	:	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	:	Union européenne
UEMOA	:	Union économique et monétaire ouest africaine
VAB	:	Valeur ajoutée brute
VS	:	Variations des stocks

AVANT-PROPOS

L'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) a une fois encore le plaisir de publier le document d'analyse de l'activité économique pour l'année 2013. Ce document s'intitule « **Comptes nationaux définitifs du Togo 2013 »**. Cette nouvelle publication des résultats des comptes nationaux est la septième de l'exercice de redynamisation de la production régulière des comptes nationaux au Togo.

Ces comptes ont été élaborés conformément aux recommandations du Système de comptabilité nationale des Nations Unies de 1993 (SCN 1993) et à l'aide de l'outil ERETES. Cette publication complète la série des comptes nationaux de 2000 à 2012.

L'INSEED tient à adresser ses remerciements :

- ✓ au Gouvernement pour tous les moyens mis à sa disposition afin qu'il puisse relever le défi de la production des données statistiques fiables en général et des comptes nationaux en particulier ;
- ✓ au Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC de l'Ouest) pour son appui technique ;
- ✓ à la commission de l'Union européenne (UE) pour son appui financier et technique à travers le deuxième Programme d'appui institutionnel à l'Etat togolais (PAI2) ;
- ✓ aux membres du Comité national PIB pour leur contribution ;
- ✓ à tous les partenaires techniques et financiers ;
- ✓ aux membres du système statistique national et aux autres fournisseurs de données statistiques (opérateurs économiques, ONG et associations, etc.) pour leur disponibilité à fournir les données ;
- ✓ à l'équipe des comptables nationaux pour le travail réalisé et à tout le personnel de l'INSEED pour leurs contributions diverses ;
- ✓ à toute personne associée de près ou de loin aux travaux.

Toutes remarques ou suggestions sur le contenu ou la forme du présent document seront les bienvenues. Les utilisateurs intéressés peuvent prendre contact avec l'INSEED pour toutes informations complémentaires.

Résumé

En 2013, l'économie mondiale affiche un taux de croissance de 3,2% dans un environnement marqué par l'augmentation de la demande finale dans les pays industrialisés et le rebond des exportations des pays émergents. Aux Etats Unis, on note un ralentissement de l'activité économique en raison de vastes mesures d'assainissement budgétaire. Cependant, l'activité économique en Chine s'est redynamisée en raison de la poursuite des investissements publics, alors qu'en zone euro, la situation économique s'est améliorée mais le taux de croissance reste négatif (- 0,4%)[1].

Dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), l'activité économique a connu une croissance soutenue de 5,5%, essentiellement tirée par le regain de dynamisme de l'économie ivoirienne qui enregistre 8,7% de croissance et la reprise de la croissance au Mali et en Guinée – Bissau après une année 2012 difficile sur le plan socio-politique dans ces deux pays[2].

Au Togo, l'activité économique est marquée par la poursuite de la mise en œuvre de la politique des grands travaux. Le Produit intérieur brut (PIB) en 2013 est de 2 134,5 milliards de FCFA contre 1 977,5 milliards de FCFA en 2012, en valeur nominale. En valeur réelle, le PIB s'élève à 1 786,3 milliards de FCFA en augmentation de 6,1% par rapport à son niveau de 2012.

De l'analyse de l'offre, il ressort, à l'instar des années précédentes, que le secteur tertiaire représente en termes réels la plus importante part du PIB en 2013 avec un poids de 46,7%. Il est suivi du secteur primaire (21,9%) et du secteur secondaire (19,0%). Le secteur informel pour sa part, contribue à la formation du PIB à hauteur de 40,1% contre 40,9% en 2012. Par ailleurs, le secteur tertiaire continue de jouer un rôle important dans la croissance du PIB réel en 2013, avec une contribution de 2,7 points sur les 6,1% de croissance obtenue en 2013.

Dans l'optique de la demande, la dépense de consommation finale s'élève à 1 632,0 milliards de FCFA en 2013 contre 1 546,2 milliards de FCFA en 2012 à prix constant base 2007, représentant un accroissement en 2013 de 5,5% contre 0,8% un an plus tôt. La dépense de consommation finale totale représente 91,4% du PIB réel en 2013 contre 91,8% en 2012 et sa contribution à la croissance du PIB est de 5,1 points. Cette hausse est due à la progression de la consommation finale des ménages de 5,6% et celle des administrations publiques de 5,7% en 2013. La FBCF, est passée de 426,5 milliards de FCFA en 2012 à 483,5 milliards de FCFA en 2013 prix constant base 2007, soit une progression de 13,4%, contribuant positivement à la croissance du PIB réel de 3,4 points. Son poids dans le PIB réel passe de 25,3% en 2012 à 27,1% en 2013.

S'agissant des échanges extérieurs de biens et services, le solde en valeur courante passe de - 276,9 milliards de FCFA en 2012 à - 422,8 milliards de FCFA en 2013, traduisant ainsi une aggravation du déficit extérieur du compte courant.

1 Sources : FMI : Perspectives de l'économie mondiale, avril 2014 et actualisation juillet 2014, Perspectives économiques régionales, avril 2014.

2 Banque de France • Rapport annuel de la Zone franc • 2013

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Une croissance économique mondiale soutenue par les économies émergentes

La croissance de l'activité économique mondiale est ressortie à 3,2% en 2013 contre 3,5% en 2012, marquée par de fortes hétérogénéités entre les différentes zones géographiques.

Les pays émergents et en développement, malgré un ralentissement, continuent d'afficher une croissance vigoureuse, le taux de croissance passant de 5,1% à 4,7%. Cette performance est due en grande partie au dynamisme de l'économie chinoise qui croît à un rythme soutenu de 7,7% en 2013, selon les estimations du FMI et à l'expansion de l'activité en Inde (5,0%) et au Brésil (2,5%) suite au raffermissement de leurs exportations. Les économies de la zone euro, malgré la persistance des effets de la crise des dettes souveraines et de la consolidation budgétaire, amorcent une reprise en 2013 même si la croissance demeure négative (-0,4%). L'économie américaine enregistre également un fort ralentissement, passant de 2,8% en 2012 à 1,9% en 2013, en raison de vastes mesures d'assainissement budgétaire.

Une croissance soutenue dans les Etats membres de l'UEMOA en dépit de la morosité de la reprise économique à l'échelle mondiale

En 2013, l'activité économique au sein des pays membres de l'UEMOA est ressortie avec un taux de croissance soutenu de 5,5%, essentiellement tirée par le regain de dynamisme de l'économie ivoirienne qui enregistre 8,7% de croissance et la reprise de la croissance au Mali et en Guinée – Bissau après une année 2012 difficile sur le plan socio-politique dans ces deux pays. Le maintien d'une croissance soutenue dans les pays de l'Union a bénéficié de bons résultats de la campagne agricole et de ses effets d'entraînement sur les activités industrielles et commerciales, ainsi que de l'évolution favorable du secteur des Bâtiments et travaux publics, grâce à la poursuite de l'exécution des travaux d'infrastructure.

Du côté de la demande, la croissance de l'activité économique de la zone a été tirée par la demande intérieure, notamment la formation brute de capital fixe et la consommation finale privée dont les contributions à la croissance réelle s'établissent respectivement à 4,5 points et à 7,0 points. Globalement, le solde des échanges extérieurs de biens et services, en forte dégradation, a eu un effet négatif sur la croissance économique (-6,2 points), en raison de la forte hausse des importations de biens et services.

L'activité de la zone a également tiré profit de l'atténuation des tensions inflationnistes, dans le sillage de la tendance générale observée au plan mondial. En effet, la progression du niveau général des prix en moyenne annuelle s'est ainsi établie à 1,5% en 2013, après 2,4% en 2012. Le ralentissement de l'activité économique des pays émergents a pesé sur le cours des matières premières exportées par les pays de la zone.

2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2013

L'activité économique nationale est marquée par la poursuite de la politique des grands travaux. Ceci se matérialise par la mise en œuvre des programmes d'investissements publics (construction des routes, de la nouvelle aérogare) et privés (construction du troisième quai).

La campagne agricole 2013-2014 est caractérisée par une mauvaise répartition spatio-temporelle de la pluviométrie, notamment dans certaines régions du pays. Cette situation a affecté le niveau de la production vivrière durant ladite campagne. L'exécution des divers projets mis en place à travers le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) en cours contribue à atténuer les effets causés par la mauvaise condition climatique. L'année 2013 est marquée par un nouveau recul de l'inflation qui se situe à 1,8% contre 2,7% en 2012.

2.1: Formation du produit intérieur brut suivant les trois optiques

En 2013, le produit intérieur brut (PIB) s'établit en valeur à 2 134,5 milliards de FCFA contre 1 977,5 milliards de FCFA en 2012. Aux prix de l'année de base 2007, le PIB s'élève à 1 786,3 milliards de FCFA contre 1 683,4 milliards en 2012, en progression de 6,1% en termes réels contre 6,5% en 2012.

Optique production

La valeur ajoutée brute (VAB) des branches passe de 1 491,7 milliards de FCFA en 2012 à 1 564,9 milliards de FCFA en 2013, soit une progression de 4,9% à prix constants base 2007. Les impôts et taxes nets de subventions sur produits (ITNP) croissent de 15,5% avec un montant qui passe de 191,7 milliards de FCFA en 2012 à 221,4 milliards de FCFA en 2013. Cette évolution des impôts et taxes s'explique par la performance des recouvrements fiscaux de l'administration générale des impôts et aux contributions indirectes liquidées par l'administration générale des douanes. A prix courants, les impôts nets de subventions sur les produits passent de 219,2 milliards de FCFA en 2012 à 271,2 milliards de FCFA en 2013, soit une progression de 23,7% contre 13,9% en 2012.

Optique dépense

Du point de vue de la demande, les dépenses de consommation finale passent de 1 546,2 milliards de FCFA en 2012 à 1 632,0 milliards en 2013, avec un poids de 91,4% dans le PIB réel contre 91,8% en 2012. Cette consommation connaît une progression en volume de 5,5% contre 0,8% en 2012. La formation brute du capital fixe (FBCF) progresse de 13,4% contre une baisse de 0,5% en 2012. Les exportations augmentent de 7,5% en 2013 contre 9,7% en 2012 et les importations, de 18,1% contre -3,6% en 2012.

Optique revenu

En 2013, l'excédent brut d'exploitation (EBE) se chiffre à 1 378,2 milliards de FCFA en valeur, en hausse de 3,7% par rapport à 2012. Sa part dans le PIB est de 64,6% en 2013 contre 67,2% en 2012. Les rémunérations des salariés évaluées à 472,6 milliards de FCFA, enregistrent une progression de 12,6% et représentent 22,1% du PIB nominal en 2013 contre 21,2% en 2012. Les impôts nets des subventions sur la production et les produits passent de 228,8 milliards de FCFA à 283,7 milliards de FCFA soit une progression de 24,0%.

Tableau 1: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et à prix constants

- ***Prix courants, 2013***

Unité = 1 million de FCFA

	2011	2012	2013
PIB (approche production)	**1 824 891**	**1 977 542**	**2 134 464**
Valeur ajoutée	1 632 452	1 758 351	1 863 225
+ Impôts sur les produits	226 000	261 728	311 616
- Subventions sur les produits	33 561	42 537	40 377
PIB (approche demande)	**1 824 891**	**1 977 542**	**2 134 464**
Dépense de consommation finale	1 735 815	1 793 383	1 925 829
+ Formation brute de capital	469 300	461 017	631 450
+ Exportations de biens et services	796 303	893 955	992 014
- Importations de biens et services	1 176 527	1 170 813	1 414 829
PIB (approche revenus)	**1 824 891**	**1 977 542**	**2 134 464**
Rémunération des salariés	391 620	419 860	472 599
+ Excédent brut d'exploitation (EBE)	1 189 314	1 328 849	1 378 187
+ Impôts nets de subvention sur la production et les produits	243 957	228 833	283 678

Source: INSEED, 2016

- ***Prix constants, base 2007***

Unité = 1 million de FCFA

	2011	2012	2013
PIB (approche production)	**1 580 009**	**1 683 397**	**1 786 292**
Valeur ajoutée	1 407 055	1 491 657	1 564 907
+ Impôts sur les produits	203 915	229 078	257 762
- Subventions sur les produits	30 961	37 338	36 377
PIB (approche demande)	**1 580 009**	**1 683 397**	**1 786 292**
Dépense de consommation finale	1 533 962	1 546 167	1 631 967
+ Formation brute de capital	397 841	389 060	527 779
+ Exportations de biens et services	658 560	722 246	776 618
- Importations de biens et services	1 010 354	974 076	1 150 072

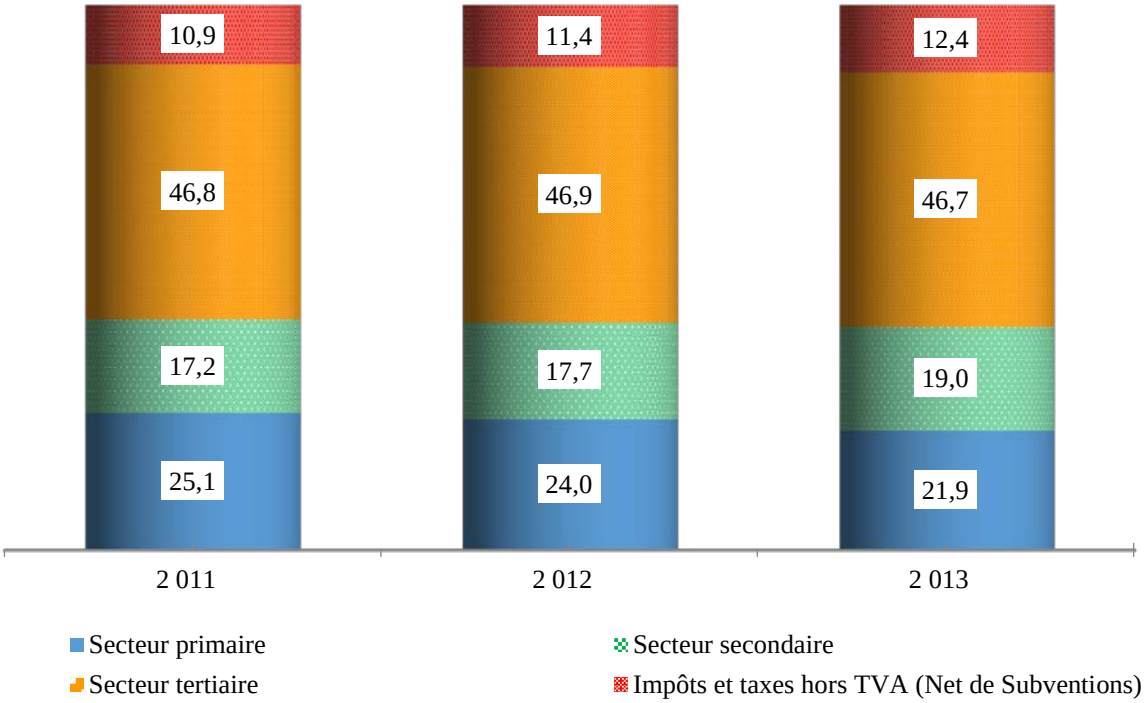
Source: INSEED, 2016

2.2: Analyse de l'activité économique du point de vue de l'offre

Activité économique en 2013 marquée par la prédominance du secteur tertiaire

A l'instar des années précédentes, la valeur ajoutée du secteur tertiaire représente la plus importante part du produit intérieur brut (PIB) en 2013 avec un poids de 43,9% en termes courants et 46,7% en termes réels (prix constants base 2007). Il est suivi du secteur primaire (21,9%) et du secteur secondaire (19,0%). En valeur, le poids du secteur primaire et celui du secondaire sont respectivement de 26,6% et 16,8%. Les impôts et taxes nets de subventions représentent 12,4% du PIB en termes réels en 2013, en progression de 1 point par rapport à 2012.

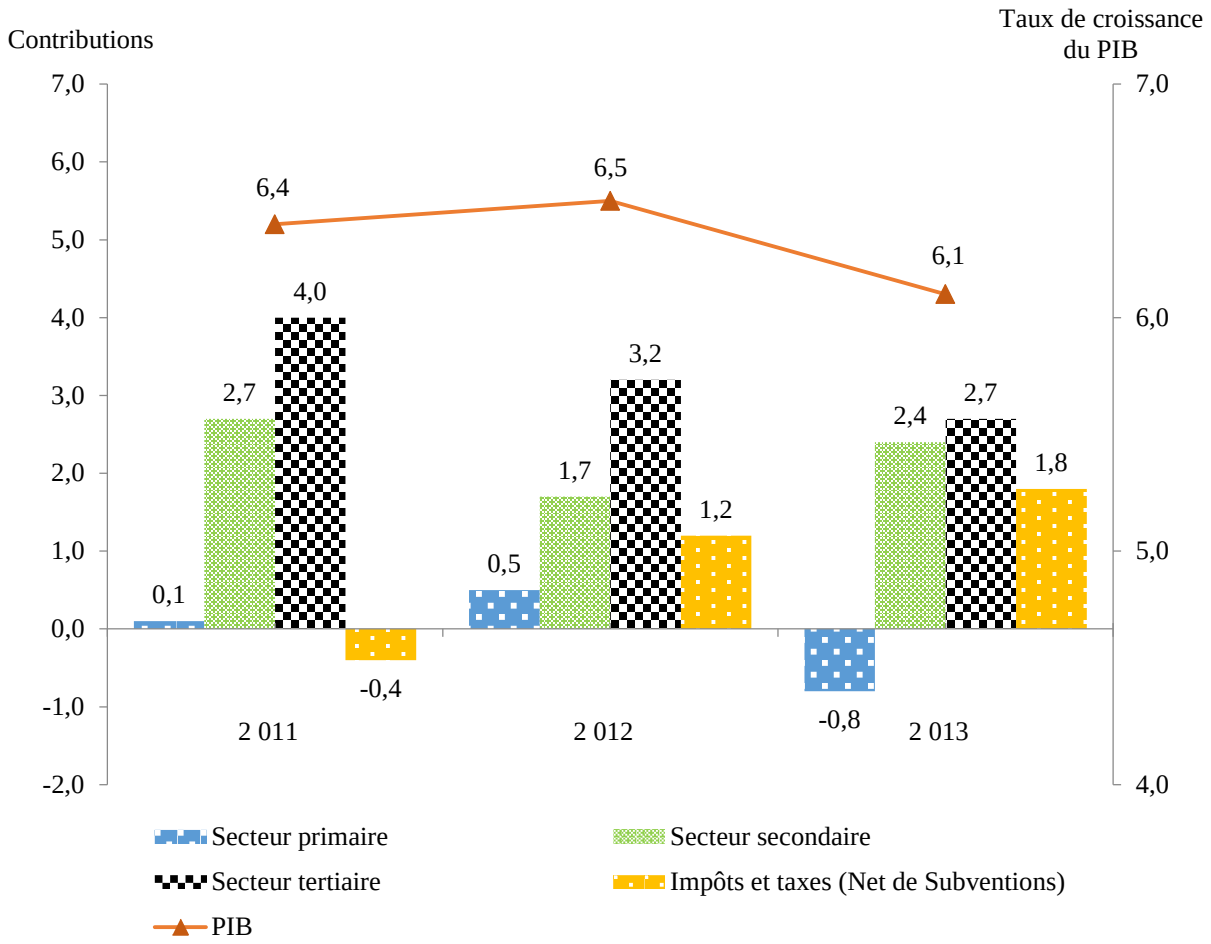
Graphique 1: Part (%) des différents secteurs dans le PIB en 2013, prix constants 2007



Source: INSEED, 2016

La variation des contributions à la croissance des différents secteurs d'activité en 2012 et 2013 est représentée sur la figure ci-dessous. Le secteur tertiaire continue de jouer un rôle important dans la croissance du PIB réel en 2013, avec une contribution de 2,7 points sur les 6,1% de croissance obtenue en 2013. Cependant, cette contribution est en baisse de 0,5 point par rapport à 2012. Le secteur secondaire contribue à 2,4 points à la croissance en 2013, soit 0,7 point de plus qu'en 2012. La contribution du secteur primaire est de -0,8 point, contre 0,5 point en 2012. Cette situation dans le secteur primaire provient des mauvaises récoltes dans la branche « culture vivrière » liées aux conditions climatiques peu favorables.

Graphique 2: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activité entre 2011 et 2013



Source: INSEED, 2016

2.2.1. Secteur primaire

Une production en baisse du fait des mauvaises conditions climatiques

Le secteur primaire comprend les activités liées à la transformation du milieu naturel. Il regroupe l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche et la sylviculture. Ce secteur regroupe essentiellement les unités de production informelles (99,8% de la valeur ajoutée du secteur).

La production en valeur du secteur primaire s'accroît de 0,2% en 2013 contre 7,8% en 2012. Sa valeur ajoutée en hausse de 0,6% par rapport à 2012, s'établit à 567,2 milliards de FCFA et représente 26,6% du PIB nominal. En termes réels, elle représente 21,9% du PIB et contribue à la croissance de -0,8% contre 0,5% en 2012. Cette contre-performance du secteur primaire provient principalement de la branche « agriculture vivrière » qui présente une croissance de -5,4% en 2013 alors qu'elle était de 2,2% en 2012. Cette situation est essentiellement provoquée par les poches de sècheresse constatées dans les préfectures de Bassar, Dankpen et au Sud du Togo.

Tableau 2: Evolution des principales productions vivrières et de rente

Unité = 1 Million de FCFA

Principaux produits	2011	2012	2013	Evolution 2013/2012 (%)
Céréales	154 295	184 209	213 657	16,0
dont:				
Maïs	84 026	96 193	92 246	-4,1
Riz Paddy	20 842	27 291	37 245	36,5
Mil et Sorgho	47 139	58 323	81 699	40,1
Fruit	14 471	14 674	14 470	-1,4
Culture d'exportation	50 512	49 171	50 344	2,4
dont:				
Cacao en fève	6 602	6 157	8 918	44,8
Café marchand	10 438	8 461	8 037	-5,0
Coton graine	17 591	17 760	17 127	-3,6
Tubercules	138 142	145 219	118 915	-18,1
Légumes	99 053	102 219	92 762	-9,3
Total Produits agricoles	456 473	495 492	490 148	-1,08

Source: INSEED, 2016

En revanche, une hausse de la production est observée au sein des branches « Agriculture d'exportation », « Elevage, Chasse » et « Sylviculture » dont les valeurs ajoutées augmentent respectivement en volume de 8,3%, 2,5% et 3,7% par rapport à l'année précédente (voir Annexe 2).

Tableau 3: Evolution de la production de l'élevage et de la pêche à prix courants

Unité = 1 Million de FCFA

Principaux produits	2011	2012	2013	Evolution 2013/2012 (%)
Animaux vivants	60 303	65 346	68 352	4,6
dont:				
Bovins sur pieds	9 529	11 532	9 625	-16,5
Ovins et caprins sur pieds	24 780	27 004	30 967	14,7
Volailles	25 994	26 810	27 760	3,5
Œufs	7 092	7 232	7 234	0,0
Autres produits d'origine animale	10 312	10 578	12 128	14,7
Produits de la pêche	25 019	24 464	25 424	3,9
Total élevage et pêche	102 726	107 620	113 138	5,1

Source: INSEED, 2016

2.2.2. Secteur secondaire

Activité économique en hausse dans le secteur secondaire

Les branches d'activités du secteur secondaire sont constituées des industries extractives, des industries manufacturières, des activités de production d'électricité, d'eau et de gaz ainsi que de la construction.

La part de ce secteur dans le PIB réel s'établit à 19,0% en 2013 contre 17,7% en 2012. Ce secteur contribue à la création de la richesse nationale pour 339,2 milliards de FCFA à prix constants base 2007, en progression de 13,7% par rapport à 2012. La contribution du secteur à la croissance du PIB ressort à 2,4 points contre 1,7 point en 2012. Cette hausse de la valeur ajoutée et du poids dans le PIB réel de ce secteur en 2013 est due aux bonnes performances des branches « Industries manufacturières » et « Electricité, gaz et eau ».

La performance du secteur provient des industries manufacturières qui enregistrent une croissance de leur activité de 27,6% par rapport à 2012, avec un poids de 12,3% dans le PIB réel. La bonne tenue des industries manufacturières est due aux bons comportements des branches :

- « Agroalimentaires, Boissons, Tabacs » (4,7% du PIB réel) dont l'activité progresse de 31,3% par rapport à 2012;
- « Fabrication de matériaux de construction » (3,5% du PIB réel) qui enregistre un accroissement de son activité de 25,3% par rapport à 2012 ;
- « Activités des industries chimiques » dont la valeur ajoutée brute s'accroît de 71,5% par rapport à 2012 avec un poids de 1,5% dans le PIB réel.

Cependant, l'activité de fabrication de textiles, d'habillement, de chaussure et travail de cuir qui représente 0,7% du PIB réel, enregistre une baisse de 12,7% par rapport à 2012.

La branche « Construction » dont le poids en 2013 atteint 2,4% du PIB réel, enregistre pour sa part, une baisse de sa valeur ajoutée brute de 31,0% par rapport à 2012. Cette baisse est imputable aux ralentissements des travaux publics.

La branche « Electricité, gaz et eau » constitue une des branches dont la contribution a permis de relever la part du secteur secondaire dans la création de la richesse nationale en 2013. Avec un poids de 3,5% dans le PIB réel, elle enregistre une hausse de sa valeur ajoutée brute de 21,0%, essentiellement due à l'extension du réseau électrique.

Pour les industries extractives, on note une baisse de la valeur ajoutée nominale de 4,6% par rapport à 2012. Cette baisse provient de l'extraction de phosphate qui, avec un poids de 2,0% dans le PIB nominal, enregistre une diminution de 9,0% de sa valeur ajoutée consécutive à la chute des cours mondiaux. Cependant, la valeur ajoutée des autres industries extractives (0,9% dans le PIB nominal) augmente de 6,7%. La branche a bénéficié de la bonne tenue des activités d'extraction de sable, de graviers destinés à la construction et d'autres minerais.

En termes réels, l'activité de la branche connait une hausse de sa valeur ajoutée (13,2%). Cette hausse réelle est essentiellement due à « l'extraction de phosphate » qui connait une hausse en valeur réelle de 193,2% qui passe de 0,5 milliard de FCFA à 1,6 milliard de FCFA entre 2012 et 2013 (Voir Annexe 2).

2.2.3. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire qui regroupe l'ensemble des services marchands et non marchands, a enregistré une croissance en volume de sa valeur ajoutée de 5,7%. En 2013, ce secteur demeure la principale composante du PIB réel avec un poids de 46,7% et une contribution à la croissance de 2,7 points.

Le secteur est essentiellement dominé (en termes de poids relatif dans le PIB réel) par les services d'administration publique (8,6%), les activités de Commerce (8,4%), les services de postes et télécommunications (6,3%), les services de « Transports, entrepôts, réparation » (6,0%), les activités de services immobiliers (5,3%) et les services d'éducation (4,9%).

Services non marchands

Les activités des services non marchands, au cours de l'année 2013, augmentent de 12,8% en valeur courante contre 3,1% en 2012. Le poids de ces services dans le PIB réel passe de 14,2% en 2012 à 14,7% en 2013, soit une hausse de 0,5 point. La valeur ajoutée brute des services d'administration publique augmente de 9,7% (en valeur courante) passant de 149,5 milliards de FCFA en 2012 à 164,0 milliards de FCFA en 2013. Cette performance des Administrations publiques s'explique par l'augmentation des dépenses courantes notamment les salaires (11,6%).

Services marchands

Globalement, les services marchands du secteur tertiaire regroupent le commerce, le transport, les entrepôts et réparation, les activités de postes et télécommunications, les activités financières et les autres activités des services marchands qui comprennent les activités d'hébergement et de restauration, les activités de services immobiliers, les activités de services aux entreprises et les parties marchandes des activités d'éducation et de santé.

Commerce et Transport

En valeur courante, la valeur ajoutée brute du commerce s'établit à 188,0 milliards de FCFA en augmentation de 8,1% par rapport à 2012. Son poids dans le PIB nominal est de 8,8%. En termes réels, la branche commerce enregistre une progression de sa VAB de 8,0%.

Pour les services de « Transport, entrepôt et réparation », on note un regain d'activité. En effet, on enregistre une hausse de leur VAB qui passe, en termes réels, de 85,4 milliards de FCFA en 2012 à 108,0 milliards de FCFA en 2013, soit une progression de 26,3%. Cette performance est liée aux activités du port et au transport aérien qui ont connu une hausse par rapport à 2012.

Activités de services aux entreprises et de Poste et Télécommunications

Les activités de services aux entreprises enregistrent une baisse de leur valeur ajoutée brute de 9,0% et contribuent négativement à la croissance économique pour 0,3 point. Cette baisse de la VAB est due aux charges d'exploitation qui ont augmenté plus que proportionnellement à

la production des unités exerçant les activités de recherche et d'exploration minière dans les eaux territoriales nationales. En 2013, les « Poste et Télécommunications » avec une part dans le PIB réel de 6,3% ont enregistré une baisse de 3,5% de leur VAB. La contribution de la branche dans la formation du PIB est de -0,2 point. Cependant, en valeur, cette branche s'est bien comportée avec une augmentation de sa VAB de 5,4% par rapport à 2012 et un poids dans le PIB nominal de 5,7%.

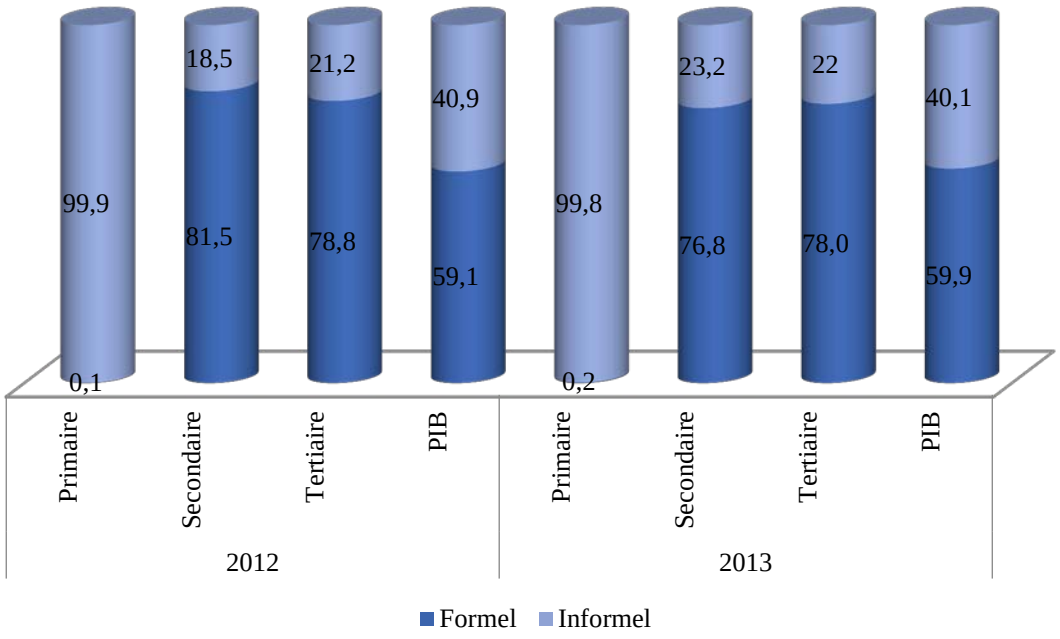
Activités financières

Les activités financières représentent 4,1% du PIB réel en 2013. Leur valeur ajoutée brute passe de 74,0 milliards de FCFA en 2012 à 72,6 milliards de FCFA en 2013, entrainant une évolution de -1,8%. La branche ressort avec une contribution au PIB réel de -0,1 point. L'évolution à la baisse de l'activité des institutions financières résulte essentiellement de la hausse plus importante des intérêts et charges assimilés de 28,3% (allant de 27,6 milliards de FCFA en 2012 à 35,0 milliards de FCFA en 2013) par rapport aux intérêts et produits assimilés qui est de 14,0% (70,0 milliards de FCFA en 2012 et 79,0 milliards de FCFA en 2013)[3].

2.2.4. Part de l'informel dans le PIB

Le secteur informel, encore appelé secteur non structuré, contribue à la formation du PIB nominal à hauteur de 40,1% contre 40,9% en 2012, soit une valeur ajoutée de 855,6 milliards de FCFA en hausse de 5,9% par rapport à l'année précédente.

Graphique 3: Répartition (%) sectorielle des activités informelles en 2012 et 2013



Source: INSEED, 2016

[3] BCEAO, 2012, 2013, données agrégées du compte de résultat des banques et des établissements financiers

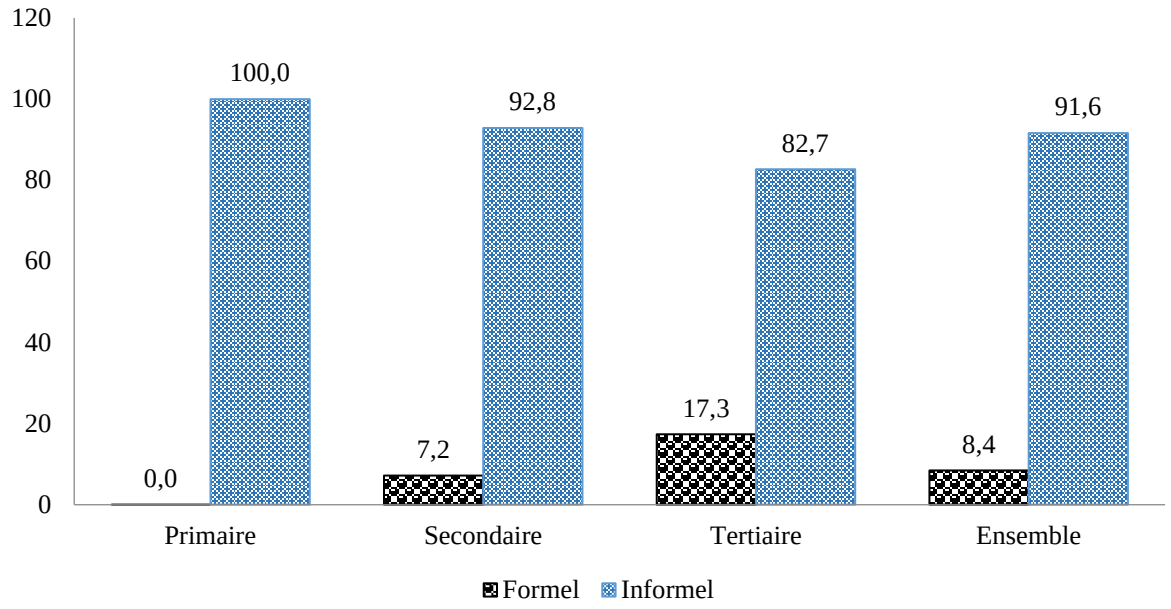
La baisse de la contribution de l'informel à la formation du PIB est due particulièrement à la régression des activités informelles dans le secteur primaire qui passe de 99,9% en 2012 à 99,8% en 2013. Le poids des activités informelles des autres secteurs a augmenté passant de 18,5% en 2012 à 23,2% en 2013 pour le secteur secondaire et de 21,2% en 2012 à 22,0% en 2013 pour le secteur tertiaire.

2.2.5. Emploi dans l'économie en 2013

En 2013, la population totale est estimée à 6,6 millions d'habitants avec 2,5 millions d'actifs occupés. La population active occupée a augmenté de 38 728 de 2012 à 2013. La répartition détaillée par branche d'activités des actifs occupés figure en annexe 4.

Dans l'ensemble, le secteur informel pourvoit plus d'emplois (91,6%) que le secteur formel (8,4%). Cela traduit la précarité des emplois au sein de l'économie. Cette prédominance de l'informel dans l'offre d'emploi est également constatée dans tous les secteurs.

Graphique 4: Répartition (%) de l'emploi formel et informel dans les secteurs d'activité en 2013



Source: INSEED, 2016

L'analyse, selon les secteurs d'activité tous types d'emplois confondus, montre que les secteurs primaire et tertiaire offrent plus d'emplois dans une même proportion de 41,9%. S'agissant du secteur primaire, les employés se retrouvent pratiquement dans la production vivrière (97,8%). Quant au tertiaire, les branches qui ont plus employés de main d'œuvre sont le commerce (48,0%), les services d'hébergement et de restauration (12,1%), les services collectifs sociaux et personnels (12,6%) et les services de transports routiers et par conduites (8,0%) (Voir Annexe 4).

Dans le secteur secondaire qui emploie 16,2% des actifs occupés en 2013, la majorité se retrouve dans les branches « Autres produits textiles, articles d'habillement et en cuir » (48,7%) et « Travaux de construction » (19,2%).

2.3: Evolution des emplois du PIB

Une croissance économique consolidée par la demande intérieure

La demande intérieure est composée des dépenses de consommation finale (des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM) et de l'investissement qui est composé de la formation brute de capital fixe (FBCF) et des variations des stocks (VS).

Tableau 4: Evolution des ressources et des emplois du PIB à prix constants base 2007

Unité = 1 Million de FCFA

	2011	2012	2013	Evolution (%) en 2013	CC* du PIB en 2013 (%)
Produit intérieur brut (PIB)	1 580 009	1 683 397	1 786 292	6,1	6,1
Importations	1 010 354	974 076	1 150 072	18,1	10,5
Total Ressources	**2 590 363**	**2 657 473**	**2 936 364**	**10,5**	**16,6**
Consommation finale (CF)	1 533 962	1 546 167	1 631 967	5,5	5,1
Consommation finale privée	1 224 491	1 242 773	1 311 218	5,5	4,1
dont CF des ménages	1 197 420	1 212 476	1 280 256	5,6	4,0
CF des ISBLSM	27 071	30 297	30 962	2,2	0,0[4]
Consommation publique	309 471	303 394	320 749	5,7	1,0
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	428 800	426 522	483 502	13,4	3,4
FBCF Privée	265 502	314 382	374 951	19,3	3,6
FBCF Publique	163 298	112 140	108 551	-3,2	-0,2
Variation des Stocks	-30 959	-37 462	44 277	-218,2	4,9
Exportations	658 560	722 246	776 618	7,5	3,2
Total Emplois	**2 590 363**	**2 657 473**	**2 936 364**	**10,5**	**16,6**

** Contribution à la croissance*
Source: INSEED, 2016

2.3.1. Consommation finale

La consommation finale (CF) constitue la part des ressources destinée à satisfaire les besoins individuels et collectifs des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM. Le terme de consommation finale utilisé ici fait référence à la dépense de consommation finale et non à la consommation finale effective.

A prix constants base 2007, la consommation finale s'élève à 1 632,0 milliards de FCFA en 2013 contre 1 546,2 milliards de FCFA en 2012, soit un accroissement de 5,5%. La consommation finale totale de 2013 représente 91,4% du PIB réel et sa contribution à la croissance du PIB est de 5,1 points contre 0,8 point en 2012. Cette hausse s'explique par la progression de la consommation finale des ménages de 5,6% et celle des administrations publiques de 5,7% en 2013. La contribution à la croissance de la consommation finale des ménages est de 4,0 points.

[4]La contribution à la croissance de la CF des ISBLSM est de 0,04 point

Par rapport au PIB nominal, la consommation finale des ménages représente 73,7% en 2013 contre 73,8% en 2012 et celle du public représente 15,1% en 2013 contre 15,3% en 2012.

Le déflateur du PIB s'établit à 1,7% en 2013 contre 1,6% en 2012 alors que le taux d'inflation déterminé par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est de 1,8% en 2013 contre 2,7% en 2012.

Encadré 1 : Estimation de la production de l'élevage

Estimation de la production de l'Elevage

Il est utile de préciser le champ de calcul de la production de l'élevage. Actuellement, au Togo et dans la plupart des pays, l'unité de quantité retenue pour décrire cette production est la tête de bétail.
Pour évaluer la production de l'élevage en général on emploie la formule suivante :

Production = Effectif final- Effectif initial + Exportations- Importations + Abattages

Production = Formation de capital (croît non exploité) + Ventes nettes ou Exploitation (croît exploité)

La production comprend ainsi deux composantes :

- les ventes nettes, appelées croît exploité ou exploitation, comprennent les animaux abattus, exportés nets des animaux importés,
- la formation de capital, appelée croît non exploité.

L'exploitation est calculée à partir d'un taux d'exploitation défini en année de base, appliqué à l'effectif moyen du cheptel :

Exploitation = Taux d'exploitation * Effectif moyen

où l'effectif moyen est égal à la demi-somme des effectifs du début et de la fin de l'année.
Ainsi si ρ désigne le taux d'exploitation, on a alors :

ρ = 2* (Ventes nettes) / (effectif final+ effectif initial)

❖ ***Evaluation de la FBCF et de la variation de stocks (VS) de l'Elevage***

Il faut aussi rappeler que la composante de la production encore appelée croît non exploité constitue la part des animaux qui vont rester dans le cheptel. Et parmi ces animaux, il y aura ceux qui seront considérés comme des actifs fixes : c'est le cas des animaux adultes qui sont élevés pour leur lait, des animaux élevés pour leur laine, des animaux reproducteurs ou des animaux de trait âgés de plus d'un an; et ceux qui seront considérés comme travail encours, par exemple ceux qui sont élevés pour la boucherie ou les jeunes (d'un an ou moins) élevés pour servir d'actifs fixes plus tard.

Les animaux qui sont considérés comme actifs fixe sont évalués en formation brute de capital fixe (FBCF) et représentent 2/3 du croît non exploité encore appelé formation du capital. Ceux qui sont pris pour travail encours sont évalués en variation de stock et correspondent au complémentaire de la FBCF et représentent le 1/3 de la formation du capital.

NB : Les volailles n'ont pas de FBCF et de VS.

2.3.2. Formation brute de capital fixe (FBCF)

La FBCF représente la valeur des biens et services durables produits ou acquis au cours de la période comptable dont la durée de vie est supérieure à un an.

Tableau 5: Formation brute de capital fixe par produit

Unité : 1 million de FCFA

	2011	2012	2013	Evolution (%) 2013/2012
				Valeur courante
Produits agricoles et d'élevage	7 674	7 157	9 950	39,0
Produits des autres activités de l'industrie	261 705	192 262	257 599	34,0
Travaux de construction	221 160	253 477	268 558	5,9
Services aux entreprises	16 341	51 551	46 630	-9,5
Total	**506 880**	**504 447**	**582 737**	**15,5**
				Valeur constante (base 2007)
Produits agricoles et d'élevage	5 865	5 420	7 507	38,5
Produits des autres activités de l'industrie	219 371	165 739	226 693	36,8
Travaux de construction	188 273	207 662	207 662	0,0
Services aux entreprises	15 291	47 701	41 640	-12,7
Total	**428 800**	**426 522**	**483 502**	**13,4**

Source: INSEED, 2016

A prix constants base 2007, la FBCF est passée de 426,5 milliards de FCFA en 2012 à 483,5 milliards de FCFA en 2013, soit une hausse de 13,4% et une contribution à la croissance du PIB réel de 3,4 points. Son poids dans le PIB réel est passé de 25,3% en 2012 à 27,1% en 2013. La hausse de la FBCF est attribuée à la FBCF privée qui a augmenté de 19,3%. La hausse de la FBCF privée, principalement constituée de machines et équipements est liée à la poursuite des travaux de construction du troisième quai et aux travaux de rénovation et d'extension de la nouvelle aérogare de Lomé. La FBCF publique pour sa part, est passée de 112,1 milliards de FCFA en 2012 à 108,5 milliards de FCFA en 2013, soit une baisse de 3,2%. Cette baisse est due au ralentissement des travaux de constructions de route qui sont pour la plupart arrivés presque à terme.

Tableau 6: Evolution de la FBCF de 2011 à 2013 en valeur par secteur institutionnel

Unité = 1 million de F CFA

Secteur	2011	2012	2013	Evolution (%) 2013/2012
Sociétés non financières (SNF)	187 337	199 835	236 383	18,3
Sociétés financières	15 656	42 253	45 207	7,0
Ménages et Entrepreneurs	96 222	120 732	158 202	31,0
APU	202 217	141 063	142 373	0,9
ISLBSM	6 303	564	572	1,4
Ensemble	507 735	504 447	582 737	15,5

Source: INSEED, 2016

L'analyse de la FBCF par produit montre que les produits des autres activités industrielles (machines et équipements) et les travaux de construction constituent l'essentiel (90,3% en valeur courante) de la FBCF. En valeur constante base 2007, la FBCF en travaux de construction s'est stabilisée à 207,7 milliards de FCFA. La FBCF des produits des autres activités de l'industrie a renoué avec la croissance (+36,8%) en 2013 après avoir connu une baisse de 24,4% en 2012. La FBCF en services aux entreprises a connu une baisse de 12,7% (41,6 milliards de FCFA en 2013 contre 47,7 milliards de FCFA en 2012).

Globalement, la FBCF en valeur courante de tous les secteurs institutionnels a connu une hausse. La FBCF du secteur privé est passée de 363,4 milliards de FCFA en 2012 à 440,4 milliards de FCFA en 2013, soit un accroissement de 21,2%. Le secteur public enregistre une légère hausse de sa FBCF de 0,9% (142,4 milliards de FCFA en 2013 contre 141,1 milliards de FCFA en 2012). Par rapport au PIB nominal, le poids de la FBCF privée est passé de 18,4% en 2012 à 20,6% ; tandis que celui de la FBCF du public a régressé de 0,5 point.

2.3.3. Variations des stocks

Les variations des stocks enregistrent les mouvements des biens autres que ceux en capital qui sont détenus par les producteurs (produits finis ou en cours, matières premières et marchandises).

L'économie enregistre une variation des stocks de 44,3 milliards en 2013 contre -37,5 milliards de FCFA en 2012 (en termes réels). Ces variations des stocks concernent essentiellement les produits agricoles pour l'industrie et l'exportation (-6,6 milliards de FCFA), les autres produits d'extraction (4,6 milliards de FCFA), les produits pétroliers raffinés (50,7 milliards de FCFA), les matériaux de construction (-5,9 milliards de FCFA), les produits de métallurgie, fonderie, travail des métaux (12,0 milliards de FCFA) et les machines, équipement et matériels divers (-9,0 milliards de FCFA).

2.3.4. Echanges extérieurs de biens et services

Les échanges de biens et services (en valeur courante) entre le Togo et le Reste du monde montrent que les importations ont augmenté de 20,8% passant de 1 170,8 milliards de FCFA en 2012 à 1 414,8 milliards de FCFA en 2013 alors que les exportations n'ont progressé que de 11,0%, entrainant la dégradation du déficit de la balance commerciale qui s'établit à -422,8 milliards de FCFA en 2013 contre -276,9 milliards de FCFA en 2012. En volume, le solde s'est dégradé de près de 121,6 milliards de FCFA passant de -251,8 milliards à -373,4 milliards de FCFA. La contribution des échanges extérieurs à la croissance économique en 2013 est de -7,2 points contre 6,3 points en 2012.

Le taux d'exportation qui est la part des exportations de biens et services dans le PIB nominal est passé de 45,2% en 2012 à 46,5% en 2013, traduisant une hausse des parts de marché du Togo à l'étranger signifiant ainsi que la proportion du PIB consacrée à la satisfaction de la demande étrangère a augmenté de 1,3 point durant la période concernée.

Tableau 7: Evolution en valeur des biens et services exportés de 2011 à 2013

Unité = 1 million de F CFA

	2011	2012	2013	Evolution (%) 2013/2012
Produits de l'agriculture vivrière	3 588	7 830	3 495	-55,4
Produits agricoles pour l'industrie et l'exportation	29 177	18 759	25 812	37,6
Produits de l'exploitation forestière, élevage, pêche	1 481	2 177	2 233	2,6
Produits d'extraction	48 929	68 450	68 370	-0,1
Produits de l'industrie agroalimentaire	69 587	87 227	107 128	22,8
Textiles, articles d'habillement et articles en cuir	64 539	84 379	82 611	-2,1
Bois, produits de l'édition et d'imprimerie	5 028	7 612	3 826	-49,7
Produits des autres activités industrielles	319 945	368 456	410 482	11,4
Electricité, gaz et eau	68 715	56 919	67 089	17,9
Services de transports et communication	113 928	99 493	120 266	20,9
Services financiers	8 916	10 529	6 992	-33,6
Services immobiliers et aux entreprises	19 772	23 240	21 665	-6,8
Autres services	42 698	58 884	72 045	22,4
Total	**796 303**	**893 955**	**992 014**	11,0

Source: INSEED, 2016

L'augmentation des recettes d'exportations est expliquée par l'accroissement de l'exportation des produits des autres activités industrielles (11,4%), des services de transport et communication (20,9%) et des produits de l'industrie agroalimentaire (22,8%).

Tableau 8: Evolution en valeur des biens et services importés de 2011 à 2013

Unité = 1 million de F CFA

	2011	2012	2013	Evolution (%) 2013/2012
Produits de l'agriculture vivrière	16 072	16 742	23 445	40,0
Produits agricoles pour l'industrie et l'exportation	149	230	163	-29,1
Produits de l'exploitation forestière, élevage, pêche	6 677	8 133	12 895	58,6
Produits d'extraction	14 663	13 429	7 334	-45,4
Produits de l'industrie agroalimentaire	119 736	138 314	158 811	14,8
Textiles, articles d'habillement et articles en cuir	73 751	86 336	91 149	5,6
Bois, produits de l'édition et d'imprimerie	18 645	20 366	19 820	-2,7
Produits des autres activités industrielles	704 368	716 618	902 652	26,0
Electricité, gaz et eau	83 928	81 010	83 257	2,8
Services de transports et communication	74 444	55 495	56 821	2,4
Services financiers	12 162	11 129	15 134	36,0
Services immobiliers et aux entreprises	13 076	8 140	9 780	20,1
Autres services	38 856	14 871	33 568	125,7
Total	**1 176 527**	**1 170 813**	**1 414 829**	20,8

Source: INSEED, 2016

Par ailleurs, la hausse des dépenses d'importation de 2012 à 2013 s'explique par l'accroissement de la demande de certains produits étrangers notamment les produits des autres activités industrielles (26%) ; les produits de l'industrie agroalimentaire (14,8%) et les autres services (125,7%).

2.4: Analyse des secteurs institutionnels en 2013

Les secteurs institutionnels sont des regroupements d'unités institutionnelles ayant des objectifs et des comportements économiques semblables. On distingue cinq grands secteurs : les ménages et les entrepreneurs individuels ; les sociétés non financières ; les sociétés financières ; les Administrations publiques et les ISBLSM.

2.4.1. Ménages et Entrepreneurs individuels

Une amélioration du pouvoir d'achat des ménages et une baisse de leur capacité de financement.

En 2013, le revenu disponible brut (RDB) des ménages et entrepreneurs individuels a augmenté de 8,9% par rapport à 2012, essentiellement dû à une augmentation de la rémunération des salariés (12,2%) et des autres transferts courants de 49,0%.

Les dépenses de consommation finale des ménages qui représentent 92,7% de leur revenu disponible brut, ont augmenté de 7,6%, en lien avec la hausse du revenu disponible brut. Tout comme en 2012, la consommation finale des ménages a progressé pour les principaux produits. En effet, la consommation des produits alimentaires et boissons non alcoolisées s'accroit de 3,0%, en valeur courante, passant de 726,0 milliards de FCFA en 2012 à 747,5 milliards de FCFA en 2013. Celle des autres produits manufacturés passe de 174,6 milliards de FCFA en 2012 à 193,5 milliards de FCFA en 2013, soit une augmentation de 10,9%.

Tableau 9: Evolution en valeur de la consommation finale des ménages selon la nature des dépenses

Unité : 1 Million FCFA

	2011	2012	2013	Evolution (%) 2013/2012
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	667 610	726 044	747 508	3,0
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	40 521	39 586	43 811	10,7
Articles d'habillement et chaussures	79 015	82 478	88 335	7,1
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	112 757	120 828	131 016	8,4
Biens semi-durables et durables	28 416	30 827	31 744	3,0
Autres produits manufacturés	158 133	174 596	193 545	10,9
Services de Transport et de communication	99 760	101 176	106 455	5,2
Services d'hébergement et de restauration	90 463	96 043	112 979	17,6
Services financiers	15 137	15 608	19 041	22
Services d'éducation	21 130	22 169	25 411	14,6
Services de santé	10 573	10 838	13 934	28,6
Autres biens et services	76 208	39 290	56 115	42,8
Total	**1 399 723**	**1 459 483**	**1 569 894**	**7,6**

Source: INSEED, 2016

Le compte de capital des ménages et des entrepreneurs individuels dégage une capacité de financement de 39,2 milliards de FCFA en 2013 contre 56,8 milliards de FCFA en 2012. Cette baisse est en partie due à l'augmentation de la FBCF des ménages et entrepreneurs individuels de 31,0% en 2013 par rapport à 2012.

2.4.2. Situation des sociétés non financières (SNF)

Une amélioration du taux de marge des SNF

Le taux de marge des SNF s'établit à 69,2% en 2013, en augmentation de 0,7% par rapport à 2012. La hausse du taux de marge s'explique par celle de l'EBE qui passe de 327,8 milliards de FCFA en 2012 à 410,7 milliards de FCFA en 2013 soit une hausse de 25,3% par rapport à 2012.

Tableau 10: Quelques indicateurs sur les SNF

Indicateurs (en%)	2011	2012	2013
Part Salariale dans la VAB (RS/VAB)	27,2	30,3	29,3
Taux de Marge (EBE/VAB)	65,9	68,5	69,2
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	37,8	41,8	39,9
Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	22,9	7,5	10,1
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	60,5	18,0	25,4

Source: INSEED, 2016

Accroissement du besoin de financement des SNF dû à l'augmentation de leurs investissements

Le solde du compte de capital des SNF présente un besoin de financement de 218,0 milliards de FCFA en 2013 contre 132,6 milliards de FCFA en 2012. Ce résultat est le fait de l'accroissement de la FBCF qui passe de 199,8 milliards de FCFA en 2012 à 236,4 milliards de FCFA en 2013 alors que l'épargne brute n'est que 60,0 milliards de FCFA. Les SNF se sont donc endettées pour financer leurs dépenses en capital.

Le taux d'investissement qui est la part de la VAB qui finance la FBCF est de 39,9% en 2013 contre 41,8% en 2012. Le taux d'autofinancement qui est la part de la FBCF financée par l'épargne brute est de 25,4% en 2013 contre 18,0% en 2012.

2.4.3. Situation des sociétés financières

Importante baisse de la capacité de financement suite à la contraction de l'épargne brute

Les sociétés financières enregistrent une capacité de financement de 2,5 milliards de FCFA en baisse de 91,6% par rapport à celle de 2012. La baisse constatée de leur capacité de financement est imputable à la contraction de leur épargne brute (-13,8%) et à l'accroissement des investissements réalisés par ces sociétés qui sont passés de 42,2 milliards de FCFA en 2012 à 45,2 milliards de FCFA en 2013.

Tableau 11: Quelques indicateurs sur les SF

Indicateurs (en%)	2011	2012	2013
Part Salariale dans la VAB (RS/VAB)	40,2	47,8	53,7
Taux de Marge (EBE/VAB)	44	47,1	42,2
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	26,3	68,7	72,0
Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	75,4	101,5	85,6
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	286,9	147,6	119,0

Source: INSEED, 2016

Le taux de marge des sociétés financières diminue de 4,9 points, passant de 47,1% en 2012 à 42,2% en 2013. Cette diminution enregistrée dans l'activité des SF provient pour une grande part des banques qui ont connu une augmentation des frais de personnels (14,7%) suite à la hausse des effectifs employés et à la densification du réseau bancaire.

2.4.4. Administrations publiques

Le montant total des impôts sur les produits et la production perçus par les Administrations publiques (APU) en 2013 est 366,6 milliards de FCFA en hausse de 27,6% par rapport à 2012 (287,3 milliards de FCFA). La pression fiscale en 2013 est de 17,2%.

Tableau 12: Quelques indicateurs sur les APU

Instrument d'analyse (%)	2011	2012	2013
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	94,9	64,1	58,0
Taux d'épargne (brute) (EB/VAB)	34,3	61,1	53,1
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	36,2	95,4	91,5

Source: INSEED, 2016

Les administrations publiques enregistrent en 2013 une capacité de financement de 46,5 milliards de FCFA en augmentation de 15,2% par rapport à 2012 essentiellement dû à l'apport des transferts en capital de 62,8 milliards de FCFA constitués de dons en espèces et en nature mobilisés auprès du Reste du monde.

Leur production est passée de 317,3 milliards de FCFA à 345,6 milliards de FCFA, soit une hausse de 8,9%. Cette hausse est due à l'accroissement des dépenses de personnel (11,6%) et des dépenses de fonctionnement (3,0%).

Le taux d'investissement des APU est de 58,0% en 2013, en baisse par rapport à 2012 où il était de 64,1%. L'investissement des APU a légèrement augmenté de 0,9% (142,4 milliards de FCFA en 2013 contre 141,1 milliards de FCFA en 2012) et leur VAB a augmenté de 11,5%. L'épargne brute des APU, enregistre une baisse de 3,1% en 2013 (130,3 milliards de FCFA en 2013 contre 134,5 milliards de FCFA en 2012).

2.5: Compte du Reste du monde

L'analyse du solde du compte de capital du Reste du monde permet de constater qu'en 2013, l'économie togolaise dégage un besoin de financement de 123,8 milliards de FCFA soit 5,8% du PIB nominal en nette augmentation par rapport à 2012 où il était de 2,7 milliards de FCFA. Cet accroissement du besoin de financement est essentiellement dû à la dégradation du solde des échanges extérieurs de biens et services.

Tableau 13: Compte du Reste du monde de 2011 à 2013

	2011	2012	2013
			Compte de production
Ressources	**1 176 527**	**1 170 813**	**1 414 829**
Importations	1 176 527	1 170 813	1 414 829
Emplois	**796 303**	**893 955**	**992 014**
Exportations	796 303	893 955	992 014
Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	**380 224**	**276 858**	**422 815**
			Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants
Ressources	**497 933**	**489 731**	**671 150**
Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	380 224	276 858	422 815
Rémunération des salariés	9 353	13 995	16 486
Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0
Revenus de la propriété (hors SIFIM)	65 158	112 179	124 289
Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0
Contributions sociales	0	2 089	5 517
Prestations sociales autres qu'en nature	**291**	**0**	**258**
Autres transferts courants	42 907	84 610	101 785
Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0
Emplois	340 863	339 552	390 411
Rémunération des salariés	19 055	25 160	27 566
Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0
Revenus de la propriété (hors SIFIM)	157 433	100 763	120 514
Impôts courants sur les revenus et le capital	0	38	41
Contributions sociales	0	88	112
Prestations sociales autres qu'en nature	1 601	3 425	3 290
Autres transferts courants	162 774	210 078	238 888
Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0
Solde des opérations courantes avec l'extérieur	**157 070**	**150 179**	**280 739**
			Compte de capital
Ressources	**26 244**	**2 688**	**123 855**
Solde des opérations courantes avec l'extérieur	**157 070**	**150 179**	**280 739**
Transferts en capital à recevoir (+)	**0**	**0**	**0**
Transferts en capital à payer (-)	-130 826	-147 491	-156 884
Variations de valeur nette dues à l'épargne...	0	0	0
Emplois	0	0	0
Capacité/Besoin de financement	**26 244**	**2 688**	**123 855**

Source: INSEED, 2016

En 2013, le solde des échanges extérieurs de biens et services se dégrade à -422,8 milliards de FCFA tandis que le solde du compte des opérations courantes avec l'extérieur est de -280,7 milliards de FCFA, indiquant ainsi que le Togo a reçu plus de revenus primaires et de

transferts courants (390,4 milliards de FCFA) qu'il en a versé au Reste du monde (248,3 milliards de FCFA). Ce solde est en nette augmentation par rapport à son niveau de 2012 qui était de -150,2 milliards de FCFA.

Encadré 2 : Enjeux de la mise en œuvre du SCN2008 au Togo

Le nouveau système de comptabilité nationale adopté par les Nations unies, le SCN 2008, vient combler les insuffisances nées de l'évolution des activités économiques au niveau mondial et respecte le cadre général de production des comptes nationaux.

Ce système élargit les frontières de la production et reclasse certaines opérations telles que les achats d'armes lourdes, la recherche et développement qui augmentent le capital ; les services auxiliaires qui n'étaient pas pris en comptent dans les unités de production seront reclassées ; la méthode de calcul de la SIFIM et de la production des assurances change ; la production de la banque centrale sera évaluée en services marchands et non marchands.

Les nomenclatures des activités, des secteurs institutionnels subissent des profondes modifications compte tenu des évolutions des activités. Ainsi, les activités financières, les activités d'édition, de télécommunications connaissent des changements et sont désagrégées.

Le SCN 2008 recommande de tenir compte de la consommation de capital fixe des ménages dans le calcul du PIB.

Le Togo, à l'instar des pays de l'UEMOA, doit se conformer aux normes internationales à savoir : la mise en œuvre des nouvelles méthodologies d'élaboration des comptes nationaux et la diffusion dans les délais pour satisfaire la demande de plus en plus pressante des utilisateurs nationaux, régionaux et internationaux en 2018.

3. MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE (MCS) 2013

Il est possible de synthétiser l'ensemble des informations macroéconomiques ci-dessus présentées et qui sont contenues dans les deux tableaux du cadre central du SCN (TRE et TCEI) en un seul tableau appelé matrice de comptabilité sociale (MCS). La MCS est donc une autre présentation des comptes nationaux. Cette présentation est le fruit même de la souplesse du SCN qui recommande également sa mise en œuvre avec souplesse.

Le SCN définit la MCS comme « […] une présentation du SCN sous forme matricielle, qui permet l'incorporation de détails supplémentaires présentant un intérêt particulier. » (SCN 2008, §§2.164). Son avantage est de présenter l'ensemble de la séquence des comptes sous forme matricielle et de permettre, dans sa forme micro, l'introduction de désagrégations de flux existants en fonction des objectifs de l'étude pour laquelle la MCS est élaborée. Ces désagrégations peuvent porter sur tous les comptes, en particulier celui des ménages.

> *Une autre manière de mettre en œuvre avec souplesse le SCN consiste à réorganiser les données contenues dans les comptes sous la forme d'une matrice de comptabilité sociale, et ce, de façon à mieux répondre à certains besoins analytiques et politiques. Il ne faut pas considérer ces matrices comme des systèmes différents, mais plutôt comme un autre mode de présentation des nombreuses informations contenues dans le SCN auquel certains utilisateurs et analystes accordent un pouvoir informatif et un intérêt plus élevés à la fois pour le suivi et pour la modélisation du développement économique et social.*
> *(SCN 2008, §§1.74)*

La MCS est un tableau à double entrée avec les flux de revenus et de dépenses d'une économie donnée pour une année donnée. Elle est une matrice carrée qui enregistre en lignes les recettes des comptes et en colonnes les dépenses des mêmes comptes. Elle permet de visualiser simultanément les six comptes recommandés par le SCN, à savoir :

- ✓ le compte des activités productives ;
- ✓ le compte des produits ou des biens et services ;
- ✓ le compte des facteurs de production ;
- ✓ le compte des secteurs institutionnels ;
- ✓ le compte d'accumulation et
- ✓ le compte du Reste du monde.

La caractéristique d'une MCS est l'égalité des recettes en ligne pour un compte donné et de ses dépenses en colonne. Le format d'une MCS n'est pas standard, puisqu'il dépend de la problématique à analyser. C'est la raison pour laquelle il est question, non pas d'une matrice de comptabilité sociale, mais plutôt d'une pluralité de matrices de comptabilité sociale. L'élaboration d'une MCS passe par la construction d'une macro-MCS primaire, d'une macro-

MCS agrégée pour enfin se terminer par celle d'une micro-MCS qui répond aux besoins de l'étude pour laquelle elle est construite.

La macro-MCS primaire du Togo au titre de la campagne des comptes de 2013 se présente comme ci-après.

Tableau 14 : Macro-matrice de comptabilité sociale (MCS) primaire du Togo pour l'année 2013

TOGO	Activités	Marges	Produits	Facteurs	Institutions	Capital	Reste du Monde	Total
	1	2	3	4	5	6	7	
1 Activités			3 845 790					3 845 790
2 Marges			0					0
3 Produits	1 982 565				1 925 829	631 450	992 014	5 531 858
4 Facteurs	1 850 786						27 566	1 878 352
5 Institutions	12 439		271 239	1 861 866	808 290		362 845	3 316 679
6 Capital					350 711		280 739	631 450
7 Reste du Monde			1 414 829	16 486	231 849			1 663 164
Total	3 845 790	0	5 531 858	1 878 352	3 316 679	631 450	1 663 164	

Source: INSEED, 2016

Une entrée ou une cellule *(i, j)* au croisement de la ligne *i* et de la colonne *j* de la MCS représente une recette pour le compte en ligne i et une dépense pour le compte en colonne j. Ainsi, dans la macro-MCS primaire ci-dessus, la cellule *(3, 1)* indique que le compte des Activités productives dépensent 1 982,6 milliards de FCFA pour acquérir des produits nécessaires à leurs processus de production ; cette interprétation permet d'identifier dans cette cellule les consommations intermédiaires (CI) des branches d'activité. La cellule adjacente *(4,1)* révèle que 1 850,8 milliards de FCFA sont déboursés en 2013 pour rémunérer les facteurs de production que sont le travail (Rémunérations des salariés (RSa) et le capital (Excédent brut d'exploitation (EBE)). La colonne *1* révèle de plus qu'un élément de dépenses des branches d'activité consiste en des paiements effectués au profit des institutions : ces dépenses ne peuvent qu'être des impôts et taxes nets de subventions sur la production.

La colonne 5 montre que les éléments de dépenses des institutions ou secteurs institutionnels de l'économie nationale sont constitués de leurs dépenses en produits (identifiées aux consommations finales pour un montant de 1 925,8 milliards de FCFA (cf. (3, 5)), des transferts qu'ils se font entre eux (pour 808,3 milliards de FCFA (cf. (5, 5)), de l'épargne brute dégagée (350,7 milliards de FCFA dans la cellule (6, 5)) et enfin des transferts versés par les secteurs institutionnels de l'économie nationale au Reste du monde pour un montant de 231,8 milliards de FCFA (cf. (7, 5)).

Parallèlement, la ligne 5 révèle qu'une partie des recettes des secteurs institutionnels provient (1) des recettes fiscales payées par les branches d'activités au titre des impôts nets de subvention sur la production qui s'élèvent en 2013 à 12,4 milliards de FCFA et (2) des impôts sur produits pour 271,2 milliards de FCFA (TVA, impôts sur les importations, impôts sur les exportations et autres impôts nets de subventions sur produits). De plus, elles bénéficient de 1 861,9 milliards de FCFA de rémunération des facteurs de production (rémunération des

salariés reçues et rémunération du capital sous forme d'excédent brut d'exploitation (EBE) ou de revenu mixte). Dans le cadre des autres transferts courants, les secteurs institutionnels reçoivent 808,3 milliards de FCFA des institutions au sein de l'économie, et reçoivent du Reste du monde 362,8 milliards de FCFA en 2013.

Les échanges avec le Reste du monde sont retracés par la ligne (7) pour les recettes et la colonne (7) pour les dépenses. Les importations de produits qui constituent une recette ou une ressource pour le Reste du monde s'élèvent à 1 414,8 milliards de FCFA (cf. (7, 3)) en 2013. La rémunération des salariés versées au Reste du monde apparaît en (7, 4) et s'élève à 16,5 milliards de FCFA. Le Reste du monde reçoit également de l'économie nationale 231,8 milliards de FCFA de transferts courants en termes de revenus de la propriété, de cotisations et de prestations sociales. En ce qui concerne les dépenses effectuées par le Reste du monde, les exportations s'élèvent à 992,0 milliards de FCFA. Les salariés de l'économie nationale sont rémunérés en 2013 pour 27,6 milliards de FCFA (4, 7) par le Reste du monde. Le montant des transferts courants versés par le Reste du monde à l'économie nationale est de 362,8 milliards de FCFA (cf. (5, 7)). Enfin, le compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants ressort avec un excédent de 280,7 millions de FCFA (cf. (6, 7)).

A partir de cette macro-MCS primaire, une autre macro-MCS agrégée est construite selon le modèle de la Commission de l'UEMOA. Ce modèle met en exergue les six comptes traditionnels tout en faisant ressortir les recettes gouvernementales (impôts et taxes). Cette macro-MCS finale agrégée est annexée au présent document (cf. Annexe 6).

ANNEXES

Annexe 1: Ventilation de la valeur ajoutée par branche d'activités à prix courants

Unité = 1 million de FCFA	2 011	2 012	2 013	Poids dans le PIB 2013 (%)	Evolution en 2013 (%)	Contribution à la croissance en 2013 (%)
Secteur primaire	**518 689**	**563 974**	**567 190**	**26,6**	**0,6**	**0,2**
Agriculture	417 433	449 592	444 316	20,8	-1,2	-0,3
- Culture de produits vivriers	375 881	409 098	403 307	18,9	-1,4	-0,3
- Culture de produits de rente	41 552	40 494	41 009	1,9	1,3	0,0
Elevage, Chasse	48 826	60 730	67 870	3,2	11,8	0,4
Pêche	18 482	18 453	19 502	0,9	5,7	0,1
Sylviculture	33 948	35 199	35 502	1,7	0,9	0,0
Secteur secondaire	**297 088**	**319 254**	**359 653**	**16,8**	**12,7**	**2,0**
Industries extractives	40 939	64 198	61 244	2,9	-4,6	-0,1
- Extraction des Phosphates	29 357	46 397	42 242	2,0	-9,0	-0,2
- Autres activités extractives	11 582	17 801	19 002	0,9	6,7	0,1
Industries manufacturières	131 490	126 939	167 881	7,9	32,3	2,1
- Agroalimentaires, Boissons, Tabacs	41 308	35 431	59 093	2,8	66,8	1,2
- Fabrication de textiles, d'habillement, de chaussures et travail du cuir	10 022	13 069	12 171	0,6	-6,9	0,0
- Activités de travail du bois, Fabrication de papier, cartons et articles en papier, carton, Edition et imprimerie	13 021	14 343	14 860	0,7	3,6	0,0
- Activités des industries chimiques	15 051	12 505	25 242	1,2	101,9	0,6
- Matériaux de construction	32 059	30 519	38 771	1,8	27,0	0,4
- Activités de métallurgie de base et ouvrages en métaux	10 900	7 974	8 299	0,4	4,1	0,0
- Fabrication de machines et de matériels divers	2 627	1 764	1 260	0,1	-28,6	0,0
- Autres activités manufacturières et de récupération	6 502	11 334	8 185	0,4	-27,8	-0,2
Electricité, Eau et Gaz	38 785	41 487	49 859	2,3	20,2	0,4
Construction	85 874	86 630	80 669	3,8	-6,9	-0,3
Secteur tertiaire	**816 675**	**875 123**	**936 382**	**43,9**	**7,0**	**3,1**
Commerce	173 808	173 960	187 966	8,8	8,1	0,7
Activités d'hébergement et de restauration	11 275	14 251	21 247	1,0	49,1	0,4
Transports, entrepôts et réparation	90 478	96 895	105 730	5,0	9,1	0,4
Poste et Télécommunications	109 345	116 132	122 408	5,7	5,4	0,3
Activités financières	63 857	66 410	68 475	3,2	3,1	0,1
Activités de services immobiliers	106 147	110 395	111 497	5,2	1,0	0,1
Activités de services aux entreprises	31 677	62 726	57 977	2,7	-7,6	-0,2
Administration publique	136 179	149 509	164 037	7,7	9,7	0,7
Education	84 874	79 305	88 189	4,1	11,2	0,4
Santé et action sociale	15 348	14 779	15 716	0,7	6,3	0,0
Activités de services collectifs et personnels	40 519	47 256	54 240	2,5	14,8	0,4
SIFIM	-46 832	-56 495	-61 100	-2,9	8,2	-0,2
TOTAL BRANCHE	**1 632 452**	**1 758 351**	**1 863 225**	**87,3**	**6,0**	**5,3**
Impôts et taxes nets de subvention	**192 439**	**219 191**	**271 239**	**12,7**	**23,7**	**2,6**
Impôts et taxes hors TVA (Net de Subventions)	58 425	62 736	87 227	4,1	39,0	1,2
TVA non déductible	134 014	156 455	184 012	8,6	17,6	1,4
Produit Intérieur Brut (PIB)	**1 824 891**	**1 977 542**	**2 134 464**	**100,0**	**7,9**	**7,9**

Annexe 2: Valeur ajoutée brute par branche d'activités (à prix constants base 2007)

Unité = 1 million de FCFA	2 011	2 012	2 013	Poids dans le PIB 2013	Evolution en 2013 (%)	Contribution à la croissance en 2013 (%)
Secteur primaire	**395 919**	**403 649**	**390 871**	**21,9**	**-3,2**	**-0,8**
Agriculture	300 833	305 344	292 267	16,4	-4,3	-0,8
- Culture de produits vivriers	273 455	279 498	264 274	14,8	-5,4	-0,9
- Culture de produits de rente	27 378	25 846	27 993	1,6	8,3	0,1
Elevage, Chasse	47 025	55 025	56 428	3,2	2,5	0,1
Pêche	19 827	14 089	11 901	0,7	-15,5	-0,1
Sylviculture	28 234	29 191	30 275	1,7	3,7	0,1
Secteur secondaire	**272 217**	**298 443**	**339 205**	**19,0**	**13,7**	**2,4**
Industries extractives	3 210	11 377	12 884	0,7	13,2	0,1
- Extraction des Phosphates	-3 328	531	1 557	0,1	193,2	0,1
- Autres activités extractives	6 538	10 846	11 327	0,6	4,4	0,0
Industries manufacturières	159 386	172 635	220 238	12,3	27,6	2,8
- Agroalimentaires, Boissons, Tabacs	61 668	64 519	84 714	4,7	31,3	1,2
- Fabrication de textiles, d'habillement, de chaussures et travail du cuir	10 388	14 291	12 475	0,7	-12,7	-0,1
- Activités de travail du bois, Fabrication de papier, cartons et articles en papier, carton, Edition et imprimerie	10 243	13 422	15 378	0,9	14,6	0,1
- Activités des industries chimiques	17 459	15 553	26 674	1,5	71,5	0,7
- Matériaux de construction	46 915	49 656	62 237	3,5	25,3	0,7
- Activités de métallurgie de base et ouvrages en métaux	10 001	10 279	13 753	0,8	33,8	0,2
- Fabrication de machines et de matériels divers	1 116	1 556	2 260	0,1	45,2	0,0
- Autres activités manufacturières et de récupération	1 596	3 359	2 747	0,2	-18,2	0,0
Electricité, Eau et Gaz	54 268	52 236	63 199	3,5	21,0	0,7
Construction	55 353	62 195	42 884	2,4	-31,0	-1,1
Secteur tertiaire	**738 919**	**789 565**	**834 831**	**46,7**	**5,7**	**2,7**
Commerce	137 546	138 828	149 890	8,4	8,0	0,7
Activités d'hébergement et de restauration	5 275	8 640	9 414	0,5	9,0	0,0
Transports, entrepôts et réparation	87 526	85 446	107 961	6,0	26,3	1,3
Poste et Télécommunications	104 045	116 718	112 624	6,3	-3,5	-0,2
Activités financières	71 497	73 945	72 579	4,1	-1,8	-0,1
Activités de services immobiliers	96 699	98 539	94 532	5,3	-4,1	-0,2
Activités de services aux entreprises	25 738	49 908	45 412	2,5	-9,0	-0,3
Administration publique	121 522	139 054	153 462	8,6	10,4	0,9
Education	93 040	84 959	88 320	4,9	4,0	0,2
Santé et action sociale	13 694	13 361	17 077	1,0	27,8	0,2
Activités de services collectifs et personnels	39 896	45 933	49 418	2,8	7,6	0,2
SIFIM	-57 559	-65 766	-65 858	-3,7	0,1	0,0
TOTAL BRANCHE	**1 407 055**	**1 491 657**	**1 564 907**	**87,6**	**4,9**	**4,4**
Impôts et taxes nets de subvention	**172 954**	**191 740**	**221 385**	**12,4**	**15,5**	**1,8**
Impôts et taxes hors TVA (Net de Subventions)	44 943	50 469	64 949	3,6	28,7	0,9
TVA non déductible	128 011	141 271	156 436	8,8	10,7	0,9
Produit Intérieur Brut (PIB)	**1 580 009**	**1 683 397**	**1 786 292**	**100,0**	**6,1**	**6,1**

Annexe 3: Equilibre Ressources - emplois de l'économie de 2007 à 2013 à prix courants

Unité = 1 Million de FCFA

	2 007	2008	2 009	2010	2 011	Evolution en valeur de 2012 / 2011 (%)	2 012	Evolution en valeur de 2013 / 2012 (%)	2013
Produit intérieur brut (PIB)	1 274 416	1 482 360	1 589 243	1 696 878	1 824 891	8,4	1 977 542	7,9	2 134 464
Importations	658 554	746 233	797 940	905 544	1 176 527	-0,5	1 170 813	20,8	1 414 829
Total Ressources	**1 932 970**	**2 228 593**	**2 387 183**	**2 602 422**	**3 001 418**	**4,9**	**3 148 355**	**12,7**	**3 549 293**
Consommation finale (CF)	1 253 034	1 429 604	1 486 745	1 594 057	1 735 815	3,3	1 793 383	7,4	1 925 829
Consommation finale privée	1 079 366	1 244 993	1 304 751	1 367 306	1 427 394	4,4	1 490 777	7,6	1 603 962
dont CF des ménages	1 057 357	1 219 797	1 278 834	1 340 871	1 399 723	4,3	1 459 483	7,6	1 569 894
CF des ISBLSM	22 009	25 196	25 917	26 435	27 671	13,1	31 294	8,9	34 068
Consommation publique	173 668	184 611	181 994	226 751	308 421	-1,9	302 606	6,4	321 867
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	225 053	266 658	321 071	359 596	507 735	-0,6	504 447	15,5	582 737
FBCF Privée	191 273	218 009	224 322	220 527	305 518	18,9	363 384	21,2	440 364
FBCF Publique	33 780	48 649	96 749	139 069	202 217	-30,2	141 063	0,9	142 373
Variation des Stocks	18 959	23 763	14 360	6 698	-38 435	13,0	-43 430	-212,2	48 713
Exportations	435 924	508 568	565 007	642 071	796 303	12,3	893 955	11,0	992 014
Total Emplois	**1 932 970**	**2 228 593**	**2 387 183**	**2 602 422**	**3 001 418**	**4,9**	**3 148 355**	**12,7**	**3 549 293**

Annexe 4: Matrice emploi 2013

Branche d'activités	Salariés		Entrepreneurs individuels		Aides familiaux	Total de la branche
	Salariés déclarés	Salariés non déclarés	Patrons	Pour compte propre		
Agriculture vivrière	40	1518	1	870 867	163 249	1 035 675
Culture de produits pour l'industrie et l'exportation	40	3 499	1	0	0	3 540
Elevage	5	2 636	2	4 825	3 806	11 274
Chasse	0	0	0	478	35	513
Exploitation forestière, cueillette	197	819	5	747	128	1 896
Pêche	2	834	1	5 276	296	6 409
Extraction de phosphates	1 554	520	1	0	0	2 075
Autres activités extractives	371	5 820	8	0	0	6 199
Abattage, transformation viande ; conserve de poisson	64	2 487	0	83	191	2 825
Fabrication des corps gras	327	261	3	901	139	1 631
Fabrication de boissons	1 108	874	5	11 207	433	13 627
Travail grains et fabrication d'aliments pour animaux ; de produit amylacés	164	1 156	0	1 662	177	3 159
Fabrication d'autres produits alimentaires	1 051	1 799	156	6 009	1 169	10 184
Egrenage de coton	1 518	0	0	0	0	1 518
Fabrication d'autres articles textiles, art habillement, de chaussures	63	1 687	196	124 375	73 482	199 803
Travail du bois	471	5 320	11	13 830	3 892	23 524
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton	132	0	5	0	0	137
Edition, imprimerie et reproduction et enregistrements sonores	777	90	62	898	278	2 105
Fabrication de produits chimiques	6 090	1 837	141	1 404	381	9 853
Fabrication de matériaux de construction	735	30	17	1 846	333	2 961
Fabrication de produits métallurgiques ; d'ouvrages simples en métal	1 193	240	224	16 808	5 797	24 262
Fabrication de machines et de matériels divers	469	65	5	222	47	808
Activités manufacturières diverses et récupération	3 143	478	185	15 792	3 178	22 776
Production et distribution d'électricité, de gaz, d'eau	2 074	26	4	2 113	0	4 217
Construction	4 705	6 164	463	53 291	14 261	78 884
Commerce	33 951	15 173	1 567	440 248	18 721	509 660
Réparation	60	974	0	29 988	7 686	38 708
Activités d'hébergement et de restauration	7 205	6 282	330	108 357	5 786	127 960
Transports routiers et par conduite	466	12 507	1 478	60 788	9 705	84 944
Transports aériens	465	0	3	0	0	468
Autres transports	58	1 092	0	760	97	2 007
Production de services auxiliaires des transports	4 057	0	188	0	0	4 245
Activités de poste et de courrier ; télécommunications	3 853	0	25	0	0	3 878
Intermédiation monétaire et financière	6 357	0	0	0	0	6 357
Assurance	1 711	0	0	0	0	1 711
Activités d'auxiliaires financiers et d'assurance	1 656	0	41	0	0	1 697
Activités immobilières	223	1 215	0	3 943	66	5 447
Activités de services aux entreprises	7 110	779	0	11 025	1 212	20 126
Administration publique	29 595	0	0	0	0	29 595
Education	53 986	8 551	218	0	0	62 755
Activité de santé et action sociale	13 246	141	120	13 362	745	27 614
Activités à caractère collectif ou personnel	11 883	25 708	757	75 005	20 426	133 779
Total Economie par type d'emplois	**202 175**	**110 582**	**6 223**	**1 876 110**	**335 716**	**2 530 806**

Annexe 5: Tableaux de synthèse de l'économie nationale

Annexe 5. 1: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2012, base 2007

TABLEAU DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TRE)

TABLEAU DES RESSOURCES

urces en produits		Total des ressources à prix d'acquisi-tion	Marges de commerce	Marges de transport	TVA non déductible	Subven-tions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les expor-tations	Impôts sur les impor-tations	Total des ressources à prix de base	Production des branches: AGRICULTURE VIVRIERE	CULTURE DE PROD POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTA	ELEVAGE ET CHASSE	SYLVICULT., EXPLOIT. FORET. ; PECHE	ACTIVITES D'EXTRACTION	PRODUITS ALIMENTAIRES	FABRICATION DE TEXTILES ; TRAVAIL DU CUIR ; C	TRAVAIL DU BOIS, EDITION ET IMPRIMERIES	AUTRES ACTIVITES MANUFACTURIERES	PRODUCTION D'ELECTRICITE, GAZ ET EAU	CONSTRUCTION	COMMERCE	REPARATION	ACTIVITES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	ACTIVITES FINANCIERES	ACTIVITES IMMOBILIERES ; DE SERVICE AUX ENTRE	ADMINISTRATION PUBLIQUE	EDUCATION	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	SIFIM	CORRECTION TERRITORIALE	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1	Total des branches	Ajustement CAF FAB	Importations
											010	020	030	040	050	060	070	080	090	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	999			
010	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	365 180	33 076		1 574				1 332	329 198	309 596																								309 596		19 602
020	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU L'EXPORTAT	43 381	7 961		23				90	35 307		34 775																							34 775		532
030	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	82 203	11 216							70 987			66 516																							66 516		4 471
040	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PROD. PECHE	64 092	7 434		224				173	56 261				55 170																							55 170		1 091
050	PRODUITS DE L'EXTRACTION	62 493	2 932		214				183	59 164					43 034				4 921																		47 955		11 209
060	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	483 834	66 080		27 522		7 730	75	11 889	370 538						254 790																					254 790		115 748
070	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET ART. EN C	172 971	18 431		15 448			380	18 261	120 451							34 525					246														34 771		85 680
080	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMERIE	59 613	4 714		1 667			3	1 283	51 946								33 276	3 344																	36 620		15 326
090	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE L'INDUSTRIE	1 120 740	112 247		62 105	-37 338	16 877	686	28 845	937 318									357 771		78	766														358 615		578 703
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	194 224	203		3 715					190 306										131 414																131 414		58 892
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	221 827			1 317					220 510									2 746		213 161															215 907		4 603
120	VENTES		-264 294							264 294				48	1 312	674		2	199		16	257 277	26	100	2 359		2 259		-9	30	1				264 294		
130	SERVICES DE REPARATION	26 957			38					26 919									3				25 792				-18								25 777		1 142
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	111 547			485					111 062														108 391											108 391		2 671
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	439 679			22 465					417 214															369 921										369 921		47 293
160	SERVICES FINANCIERS	133 903								133 903															1 427	119 595									121 022		12 881
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AUX ENTREPRI	288 067			269					287 798	1			55	78	2 239	770	482	-41		1 247	9 105		890	5 022	159	258 140			48	36				278 231		9 567
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	211 481								211 481																		211 481							211 481		
190	SERVICES D'EDUCATION	111 368								111 368																			111 368						111 368		
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE	25 519								25 519						7											182			25 105				25 294		225
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	60 599			4 205					56 394						68															55 874			55 942		452
220	SIFIM																																				
230	CORRECTION TERRITORIALE	3 988								3 988																											3 988
999	PRODUIT D'ATTENTE																																				
		4 283 666			141 271	-37 338	24 607	1 144	62 056	4 091 926	309 597	34 775	66 516	55 273	44 424	257 703	35 295	33 760	368 943	131 414	214 502	267 469	25 818	109 381	378 729	119 754	260 563	211 481	111 359	25 183	55 911				3 117 850		974 076

Consommation intermédiaire des branches

loi des produits		Total des emplois à prix d'acquisi-tion	Marges de commerce	Marges de transport	TVA non déductible	Subven-tions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les expor-tations	Impôts sur les impor-tations	Total des ressources à prix de base	AGRICULTURE VIVRIERE	CULTURE DE PROD POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTA	ELEVAGE ET CHASSE	SYLVICULT., EXPLOIT. FORET. ; PECHE	ACTIVITES D'EXTRACTION	PRODUITS ALIMENTAIRES	FABRICATION DE TEXTILES ; TRAVAIL DU CUIR ; C	TRAVAIL DU BOIS, EDITION ET IMPRIMERIES	AUTRES ACTIVITES MANUFACTURIERES	PRODUCTION D'ELECTRICITE, GAZ ET EAU	CONSTRUCTION	COMMERCE	REPARATION	ACTIVITES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	ACTIVITES FINANCIERES	ACTIVITES IMMOBILIERES ; DE SERVICE AUX ENTRE	ADMINISTRATION PUBLIQUE	EDUCATION	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	SIFIM	CORRECTION TERRITORIALE	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1	Total des branches	Total de l'économie	Exportations	Consommation finale: Dépense Cons. Fin.	Ménages: Sous-total	Ménages: Autocons.	Ménages: Commerc.	Adminis-trations	ISBL	Formation brute de capital fixe: Total	Public	Privée	Variations des stocks
											010	020	030	040	050	060	070	080	090	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	999															
010	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	365 180									18 753		7 448			39 009								11 461				2 364		4					79 039		6 565	281 996	281 996	74 680	207 316						-2 420
020	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU L'EXPORTAT	45 720										76				2 942	14 357											30							17 405	15 609	13 600	13 600	2 996	10 604			2 339		2 339	-5 572
030	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	84 574														32 694								5 391				367							38 452	343	39 113	39 113	8 462	30 651			2 371		2 371	1 924
040	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PROD. PECHE	64 802											35	1		21 334		520	1 626		5 654			3 406				434		447					33 457	1 338	28 960	28 960	1 970	26 990			710		710	-373
050	PRODUITS DE L'EXTRACTION	62 493														70			14 690		19 980			65											34 805	19 205	4 708	4 708		4 708						3 775
060	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	483 834											1 874	450		47 401	333		8 762	565	220	9 846	794	71 751	2 244	3 079	1 612	15 014	20	187					164 152	76 933	248 756	248 756	6 083	242 673						-6 007
070	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET ART. EN C	172 971										804		921	36	850	3 969		9 223		1 516		35	360	71			2 256		226					20 267	78 344	78 493	78 493		78 493						-4 133
080	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMERIE	59 613												6	514	3 071	8	2 533	9 153	139	3 364	2 769	136	257	935	1 888	1 812	2 743	8 441	530	115					38 414	5 887	16 491	16 491		16 491						-1 179
090	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE L'INDUSTRIE	1 286 479									11 290	8 006	1 900	9 699	20 306	29 254	784	13 607	189 418	8 171	104 096	14 074	7 542	1 341	47 139	2 421	34 318	8 001	4 257	5 251	4 913					525 788	291 045	163 910	163 910		163 910			165 739	11 506	154 233	-25 742
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	194 224												6	1 653	2 594	405	549	7 981	66 649	227	2 240	497	1 005	1 765	1 031	7 350	9 188	4 299	2 072	400					109 911	48 459	35 854	35 854	9 003	26 851						
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	429 489													279	294		150	1 070	141	806	1 480	655	272	1 235	605	1 268	1 480	863	382	55					11 035	1 375	612	612		612			207 662	100 506	107 156	1 143
120	VENTES																																													
130	SERVICES DE REPARATION	26 957													1 223	304	128	305	2 482	188	1 070	1 332	107	449	3 972	1 367	5 049	2 541	2 137	434	578					23 666	79	3 212	3 212		3 212						
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	111 547												18	612	148		136	1 221	128	1 067	2 031	87	69	3 853	1 131	2 228	5 981	347	30	230					19 317	6 004	86 222	86 222		86 222						4
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	439 679									51	34	45	542	4 565	5 293	388	1 346	22 069	1 374	4 921	66 914	1 424	2 310	94 606	12 598	23 427	10 508	4 014	765	1 486					258 680	95 993	84 955	84 955		84 955						51
160	SERVICES FINANCIERS	133 903												10	1 867	936		238	8 084	846	1 206	2 984	102	274	4 115	9 740	5 413	1 354	175	42	175	65 766				103 327	11 947	18 629	18 629		18 629						
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AUX ENTREPRI	335 768									5	9		340	1 992	6 964	632	949	12 434	869	8 163	24 580	2 547	1 665	25 976	11 059	28 066	9 143	1 513	1 393	2 026					140 325	22 422	76 527	74 743	55 499	19 244	1 784		47 701	128	47 573	1 092
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	211 481																																			211 481	39 809	-35 821	-35 821		-35 821						
190	SERVICES D'EDUCATION	111 368														26		5	231	108	17	391		466	1 185	890	1 274	430	252	37					5 312	671	105 385	22 396	7 939	14 457	78 562	4 427				
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE	25 519											189																							189	194	25 136	9 408	1 332	8 076	14 239	1 489				
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	60 599																	96					199	1 361		299	593	82	22					2 652	24	57 948	33 567	1 821	31 746		24 381						-25
220	SIFIM																																													
230	CORRECTION TERRITORIALE	3 988																																			39 809	-35 821	-35 821		-35 821						
999	PRODUIT D'ATTENTE																																													
	Total	4 710 188									30 099	8 929	11 491	11 993	33 047	193 184	21 004	20 338	288 540	79 178	152 307	128 641	13 926	100 741	188 457	45 809	112 116	72 427	26 400	11 822	9 978	65 766				1 626 193	722 246	1 546 167	1 212 476	169 785	1 042 691	303 394	30 297	426 522	112140	314382	-37 462
	Valeur ajoutée brute /PIB				141 271	-37 338	24 607	1 144	62 056		279 498	25 846	55 025	43 280	11 377	64 519	14 291	13 422	80 403	52 236	62 195	138 828	11 892	8 640	190 272	73 945	148 447	139 054	84 959	13 361	45 933	-65 766				1 491 657	1 683 397	1 546 167										
	Rémunération des salariés																																													
	Salaires bruts																																													
	Contributions sociales effectives																																													
	Contributions sociales imputées																																													
	Impôts sur la production																																													
	Subventions sur la production																																													
	Excédent brut d'exploitation / revenu mixte																																												
	Effectifs employés par branche										1 033 394	3 459	11 758	7 499	8 012	30 974	200 323	25 902	58 692	4 024	74 091	506 080	38 602	127 158	94 234	9 686	22 158	30 341	51 907	27 564	126 208				2 492 078	2 492 078										

SOMME DES VALEURS AJOUTEES	1 491 657	CONSOMMATION FINALE	1 546 167
IMPOTS SUR LES IMPORTATIONS	62 056	F.B.C.F.	426 522
IMPOTS SUR LES EXPORTATIONS	1 144	VARIATIONS DES STOCKS	-37 462
AUTRES IMPOTS SUR LES PRODUITS	165 878	EXPORTATIONS	722 246
SUBVENTIONS SUR LES PRODUITS	-37 338	IMPORTATIONS	974 076
PIB	1 683 397	PIB	1 683 397

Annexe 5. 2: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2013, base 2007

TABLEAU DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TRE) — ANNEE 2013 AUX PRIX CONSTANTS DE 2007

Origine nationale & importée

TABLEAU DES RESSOURCES

Production des branches

	urces en produits	Total des ressources à prix d'acquisi-tion	Marges de commerce	Marges de transport	TVA non déductible	Subven-tions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les expor-tations	Impôts sur les impor-tations	Total des ressources à prix de base	AGRICULTUR E VIVRIERE	CULTURE DE PROD POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTA	ELEVAGE ET CHASSE	SYLVICULT., EXPLOIT. FORET. ; PECHE	ACTIVITES D'EXTRACTIO N	PRODUITS ALIMENTAIR ES	FABRICATIO N DE TEXTILES ; TRAVAIL DU CUIR ; C	TRAVAIL DU BOIS, EDITION ET IMPRIMERIE S	AUTRES ACTIVITES MANUFACTU RIERES	PRODUCTION D'ELECTRICIT E, GAZ ET EAU	CONSTRUCTI ON	COMMERCE	REPARATION	ACTIVITES D'HEBERGE MENT ET DE RESTAURATI ON	TRANSPORT S ET COMMUNICA TIONS	ACTIVITES FINANCIERE S	ACTIVITES IMMOBILIERE S ; DE SERVICE AUX ENTRE	ADMINISTRA TION PUBLIQUE	EDUCATION	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	SIFIM	CORRECTION TERRITORIAL E	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1	Total des branches	Ajustement CAF FAB	Impor-tations
											010	020	030	040	050	060	070	080	090	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	999			
010	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	352 644	30 810		1 549				1 930	318 355	292 876																27							292 903		25 452
020	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU L'EXPORTAT	46 160	8 653		30				63	37 414		37 016																						37 016		398
030	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	84 095	11 438							72 657			67 181													42								67 223		5 434
040	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PROD. PECHE	64 866	7 692		236				556	56 382				53 392																				53 392		2 990
050	PRODUITS DE L'EXTRACTION	61 723	3 067		101				88	58 467					47 338				5 085			134												52 557		5 910
060	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	531 890	73 983		29 170		8 750	179	14 459	405 349	291					275 203											34								275 528		129 821
070	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET ART. EN C	177 136	18 845		16 356			351	19 248	122 336							33 295																		33 295		89 041
080	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMERIE	61 376	4 390		1 733				1 229	54 024								34 831	3 722																38 553		15 471
090	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE L'INDUSTRIE	1 286 147	122 804		75 717	-36 377	18 431	971	35 071	1 069 530									362 184																362 184		707 346
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	227 363			3 826					223 537										162 953																162 953		60 584
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	220 918			1 232					219 686										7 298	208 916															216 214		3 472
120	VENTES		-281 682							281 682				514					912			279 516					416		324						281 682		
130	SERVICES DE REPARATION	33 173			39					33 134													25 792		5 275										31 067		2 067
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	121 794			539					121 255														118 517												118 517		2 738
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	462 463			21 301					441 162												233			393 284											393 517		47 645
160	SERVICES FINANCIERS	138 658								138 658												110			4 040	116 304										120 454		18 204
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AUX ENTREPRI	290 768			285					290 483												6 620			3 188	1 237	268 393								279 438		11 045
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	239 006								239 006																		239 006								239 006		
190	SERVICES D'EDUCATION	108 747								108 747																			108 347						108 347		400
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE	31 702								31 702																				30 707	750				31 457		245
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	63 895			4 322					59 573																					58 877				58 877		696
220	SIFIM																																					
230	CORRECTION TERRITORIALE	21 113								21 113																												21 113
999	PRODUIT D'ATTENTE																																					
		4 625 637			156 436	-36 377	27 181	1 501	72 644	4 404 252	293 167	37 016	67 181	53 906	47 338	275 203	33 295	34 831	371 903	170 251	208 916	286 613	25 792	118 517	405 787	117 541	268 912	239 006	108 671	30 707	59 627				3 254 180		1 150 072

Consommation intermédiaire des branches

	loi des produits	Total des emplois à prix d'acquisi-tion	Marges de commerce	Marges de transport	TVA non déductible	Subven-tions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les expor-tations	Impôts sur les impor-tations	Total des ressources à prix de base	AGRICULTUR E VIVRIERE	CULTURE DE PROD POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTA	ELEVAGE ET CHASSE	SYLVICULT., EXPLOIT. FORET. ; PECHE	ACTIVITES D'EXTRACTIO N	PRODUITS ALIMENTAIR ES	FABRICATIO N DE TEXTILES ; TRAVAIL DU CUIR ; C	TRAVAIL DU BOIS, EDITION ET IMPRIMERIE S	AUTRES ACTIVITES MANUFACTU RIERES	PRODUCTION D'ELECTRICIT E, GAZ ET EAU	CONSTRUCTI ON	COMMERCE	REPARATION	ACTIVITES D'HEBERGE MENT ET DE RESTAURATI ON	TRANSPORT S ET COMMUNICA TIONS	ACTIVITES FINANCIERE S	ACTIVITES IMMOBILIERE S ; DE SERVICE AUX ENTRE	ADMINISTRA TION PUBLIQUE	EDUCATION	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	SIFIM	CORRECTION TERRITORIAL E	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1	Total des branches	Total de l'économie	Expor-tations
											010	020	030	040	050	060	070	080	090	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	999			
010	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	352 644									17 567		6 650			40 056								10 594				2 873		5					77 745		2 921
020	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU L'EXPORTAT	48 946										61				2 146	14 418											31							16 656		22 165
030	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	88 095														31 067								5 554				455							37 076		1
040	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PROD. PECHE	65 587											37	2		18 996		399	1 652		6 805			3 487				498		458					32 334		1 574
050	PRODUITS DE L'EXTRACTION	61 723														52			8 762		19 900			49											28 763		21 203
060	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	531 890											1 942	391		48 188	342		12 235	642	218	10 553	772	80 920	2 367	3 311	3 656	16 911	46	212					182 686		85 802
070	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET ART. EN C	177 136										822		853	38	562	3 752		9 559		1 941		37	354	74			2 701		261					20 954		76 736
080	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMERIE	61 376												8	561	2 632	8	2 309	8 596	168	3 799	2 819	127	267	2 198	1 937	2 494	3 945	6 706	645	150					39 369		3 366
090	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE L'INDUSTRIE	1 512 840									11 275	8 098	1 895	9 462	20 122	30 666	779	13 148	176 852	8 678	111 761	15 173	7 698	1 332	46 693	2 417	47 312	8 607	2 587	5 998	6 208					536 761		303 167
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	227 363												9	1 885	2 473	394	547	3 872	93 438	267	2 416	498	966	2 049	1 194	1 435	11 787	2 550	2 512	482					128 774		57 182
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	428 580													294	240		149	917	158	847	1 556	673	273	1 393	605	1 519	1 733	417	434	67					11 275		881
120	VENTES																																					
130	SERVICES DE REPARATION	33 173													1 423	350	147	355	2 609	255	1 577	1 696	131	523	5 258	1 628	7 193	3 566	1 516	576	1 005					29 808		79
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	121 794												20	583	139		130	1 018	136	1 031	2 031	83	62	4 081	874	2 470	6 528	589	33	333					20 141		5 884
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	462 463									46	32	47	545	5 150	4 834	336	1 260	18 475	1 357	5 311	69 404	1 299	2 084	93 937	11 705	27 809	11 456	3 045	772	1 717					260 621		115 561
160	SERVICES FINANCIERS	138 658												14	2 126	925		222	7 450	1 034	1 610	3 345	106	274	4 713	8 925	9 688	1 729	308	49	247	65 858				108 623		7 680
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AUX ENTREPRI	332 408									5	10		426	2 272	7 153	644	930	11 927	1 049	10 941	27 293	2 632	1 679	31 745	11 423	22 847	11 450	2 289	1 609					148 324		20 439
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	239 006																																		239 006		
190	SERVICES D'EDUCATION	108 747														30		4	224	137	24	437		483	1 436	943	1 783	561	257	41					6 360		557
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE	31 702											182																							182		138
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	63 895																	84					202	994		762	713	41	25					2 821		37
220	SIFIM																																					
230	CORRECTION TERRITORIALE	21 113																																				51 245
999	PRODUIT D'ATTENTE																																					
	Total	5 109 139									28 893	9 023	10 753	11 730	34 454	190 489	20 820	19 453	264 232	107 052	166 032	136 723	14 056	109 103	196 938	44 962	128 968	85 544	20 351	13 630	10 209	65 858				1 689 273		776 618
	Valeur ajoutée brute /PIB				156 436	-36 377	27 181	1 501	72 644		264 274	27 993	56 428	42 176	12 884	84 714	12 475	15 378	107 671	63 199	42 884	149 890	11 736	9 414	208 849	72 579	139 944	153 462	88 320	17 077	49 418	-65 858				1 564 907	1 786 292	
	Rémunération des salariés																																					
	Salaires bruts																																					
	Contributions sociales effectives																																					
	Contributions sociales imputées																																					
	Impôts sur la production																																					
	Subventions sur la production																																					
	Excédent brut d'exploitation / revenu mixte																																					
	Effectifs employés par branche										1 025 675	3 540	11 787	8 305	8 274	31 426	201 321	25 766	60 660	4 217	78 884	509 660	38 708	127 960	95 542	9 765	25 573	29 595	62 755	27 614	133 779				2 530 806	2 530 806	

Consommation finale

		Dépense Cons. Fin.	Ménages			Adminis-trations	ISBL
			Sous-total	Autocons.	Commerc.		
010	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	272 016	272 016	74 651	197 365		
020	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU L'EXPORTAT	11 112	11 112	3 151	7 961		
030	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	41 275	41 275	8 600	32 675		
040	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PROD. PECHE	29 956	29 956	2 010	27 946		
050	PRODUITS DE L'EXTRACTION	4 759	4 759		4 759		
060	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	264 772	264 772	6 207	258 565		
070	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET ART. EN C	82 714	82 714		82 714		
080	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMERIE	17 233	17 233		17 233		
090	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE L'INDUSTRIE	176 992	176 992		176 992		
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	41 407	41 407	9 186	32 221		
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	611	611		611		
120	VENTES						
130	SERVICES DE REPARATION	3 285	3 285		3 285		
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	95 769	95 769		95 769		
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	86 096	86 096		86 096		
160	SERVICES FINANCIERS	22 355	22 355		22 355		
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AUX ENTREPRI	76 598	56 609		19 989	1 896	
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	239 006	9 611		9 611	229 395	
190	SERVICES D'EDUCATION	101 830	24 371	8 270	16 101	72 993	4 466
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE	31 382	13 392	1 709	11 683	16 465	1 525
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	61 039	36 064	2 822	33 242		24 971
220	SIFIM						
230	CORRECTION TERRITORIALE	-30 132	-30 132		-30 132		
999	PRODUIT D'ATTENTE						
	Total	1 631 967	1 280 256	173 215	1 107 041	320 749	30 962

Formation brute de capital fixe

		Total	Public	Privée
010	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE			
020	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU L'EXPORTAT	2 786		2 786
030	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	4 000		4 000
040	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PROD. PECHE	721		721
050	PRODUITS DE L'EXTRACTION			
060	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE			
070	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET ART. EN C			
080	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMERIE			
090	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE L'INDUSTRIE	226 693	21 881	204 812
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU			
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	207 662	86 561	121 101
120	VENTES			
130	SERVICES DE REPARATION			
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION			
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS			
160	SERVICES FINANCIERS			
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AUX ENTREPRI	41 640	109	41 531
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE			
190	SERVICES D'EDUCATION			
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE			
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS			
220	SIFIM			
230	CORRECTION TERRITORIALE			
999	PRODUIT D'ATTENTE			
	Total	483 502	108551	374951

Variations des stocks

010	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	-38
020	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU L'EXPORTAT	-6 559
030	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	1 743
040	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PROD. PECHE	281
050	PRODUITS DE L'EXTRACTION	6 998
060	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	-1 370
070	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET ART. EN C	-3 268
080	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMERIE	1 408
090	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE L'INDUSTRIE	42 534
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	499
120	VENTES	
130	SERVICES DE REPARATION	1
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	185
160	SERVICES FINANCIERS	
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AUX ENTREPRI	1 871
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	
190	SERVICES D'EDUCATION	
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE	
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	2
220	SIFIM	
230	CORRECTION TERRITORIALE	
999	PRODUIT D'ATTENTE	
	Total	44 277

SOMME DES VALEURS AJOUTEES	1 564 907	CONSOMMATION FINALE	1 631 967
IMPOTS SUR LES IMPORTATIONS	72 644	F.B.C.F.	483 502
IMPOTS SUR LES EXPORTATIONS	1 501	VARIATIONS DES STOCKS	44 277
AUTRES IMPOTS SUR LES PRODUITS	183 617	EXPORTATIONS	776 618
SUBVENTIONS SUR LES PRODUITS	-36 377	IMPORTATIONS	1 150 072
PIB	1 786 292	PIB	1 786 292

Annexe 5. 3: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2012, courant

TABLEAU DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TRE) — ANNEE 2012 A PRIX COURANT

Origine nationale & importée

TABLEAU DES RESSOURCES

Production des branches

	Ressources en produits	Total des ressources à prix d'acquisi-tion	Marges de commerce	Marges de transport	TVA non déductible	Subven-tions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les expor-tations	Impôts sur les impor-tations	Total des ressources à prix de base	AGRICULTURE VIVRIERE	CULTURE DE PROD POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTA	ELEVAGE ET CHASSE	SYLVICULT., EXPLOIT. FORET. ; PECHE	ACTIVITES D'EXTRACTION	PRODUITS ALIMENTAIRES	FABRICATION DE TEXTILES ; TRAVAIL DU CUIR ; C	TRAVAIL DU BOIS, EDITION ET IMPRIMERIES	AUTRES ACTIVITES MANUFACTURIERES	PRODUCTION D'ELECTRICITE, GAZ ET EAU	CONSTRUCTION	COMMERCE	REPARATION	ACTIVITES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	ACTIVITES FINANCIERES	ACTIVITES IMMOBILIERES ; DE SERVICE AUX ENTRE	ADMINISTRATION PUBLIQUE	EDUCATION	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	SIFIM	CORRECTION TERRITORIALE	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1	Total des branches	Ajustement CAF /FAB	Impor-tations
											10	20	30	40	50	60	70	80	90	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	999			
10	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	515 971	50 221		1 250				1 437	463 063	446 321																								446 321		16742
20	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU	56 944	7 451		26				66	49 401		49 171																						49 171		230
30	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHAS	109 808	18 544		4				7	91 253			84 708																					84 708		6545
40	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PRO	75 179	9 305		245				281	65 348				63 760																				63 760		1588
50	PRODUITS DE L'EXTRACTION	120 206	3 531		1 169				458	115 048					96 592				5 027															101 619		13429
60	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENT	566 908	90 684		33 918		8 287	69	15 361	418 589						280 275																		280 275		138314
70	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET A	183 148	18 054		16 128			311	19 472	129 183							42 587					260												42 847		86336
80	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMERI	67 293	5 223		1 689			7	1 740	58 634								33 077	5 191															38 268		20366
90	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE LI	1 329 296	142 833		67 546	-42 537	16 813	1 108	39 939	1 103 694					1				386 178			76	821											387 076		716618
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	225 471	213		6 257				14	218 987										137 977														137 977		81010
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	269 978			1 500					268 478									3 262	8 317	251 614														263 193		5285
120	VENTES		-346 059							346 059				64	1 735	891		3	239		20	336 852	34	132	3 119		2 943		-13	39	1				346 059		0
130	SERVICES DE REPARATION	34 658			41					34 617									3				27 115			6 381		-19							33 480		1137
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE REST	126 312			613					125 698														121 989											121 989		3710
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUN	471 538			21 588					449 950															394 455										394 455		55495
160	SERVICES FINANCIERS	133 499								133 499															1 227	121 143									122 370		11129
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AU	310 319			277					310 042	1			55	80	2 294	-789	495	-37		1 279	9 645		925	7 937	1 213	278 792			49	-37				301 902		8140
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	211 331								211 331																		211 331							211 331		0
190	SERVICES D'EDUCATION	110 261								110 261																	192		110 069						110 261		0
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIA	27 532								27 532												8								27 299					27 307		225
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PER	63 542			4 204				3	59 335												71									58 824			58 895		440
220	SIFIM																																				0
230	CORRECTION TERRITORIALE	4 074								4 074																											4074
999	PRODUIT D'ATTENTE																																				0
		5 013 268			156 455	-42 537	25 100	1 495	78 678	4 794 077	446 322	49 171	84 708	63 879	98 408	283 460	41 798	33 575	399 863	146 294	252 989	347 657	27 149	123 046	413 119	122 356	281 908	211 331	110 056	27 387	58 788				3 623 264		1 170 813

Consommation intermédiaire des branches

	Emploi des produits	Total des emplois à prix d'acquisi-tion	Marges de commerce	Marges de transport	TVA non déductible	Subven-tions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les expor-tations	Impôts sur les impor-tations	Total des ressources à prix de base	AGRICULTURE VIVRIERE	CULTURE DE PROD POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTA	ELEVAGE ET CHASSE	SYLVICULT., EXPLOIT. FORET. ; PECHE	ACTIVITES D'EXTRACTION	PRODUITS ALIMENTAIRES	FABRICATION DE TEXTILES ; TRAVAIL DU CUIR ; C	TRAVAIL DU BOIS, EDITION ET IMPRIMERIES	AUTRES ACTIVITES MANUFACTURIERES	PRODUCTION D'ELECTRICITE, GAZ ET EAU	CONSTRUCTION	COMMERCE	REPARATION	ACTIVITES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	ACTIVITES FINANCIERES	ACTIVITES IMMOBILIERES ; DE SERVICE AUX ENTRE	ADMINISTRATION PUBLIQUE	EDUCATION	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	SIFIM	CORRECTION TERRITORIALE	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1	Total des branches	Total de l'économie	Expor-tations	Consommation finale					Formation brute de capital fixe	Variations des stocks
																																							Dépense	Ménages		Adminis - trations	ISBL		
											10	20	30	40	50	60	70	80	90	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	999				Cons. Fin.	Sous-total	Autocons.	Commerc.				
10	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	515 971									24 986		19 042			65 695								12 442				2 856		6					125 027		7 830	386 183	386 183	124 189	261 994				-3 069
20	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU	56 944										61				4 796	18 515											44							23 416		18 759	16 408	16 408	3 953	12 455			3 405	-5 044
30	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHAS	109 808														51 001								4 918				673							56 592		347	48 346	48 346	9 772	38 574			2 893	1 630
40	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PRO	75 179											39	2		23 522		550	1 805		5 869			3 594				472		516					36 369		1 830	36 284	36 284	2 420	33 864			859	-163
50	PRODUITS DE L'EXTRACTION	120 206														73			15 804		25 786			75											41 738		68 450	5 315	5 315		5 315				4 703
60	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMEN	566 908											2 635	415		47 075	393		14 367	500	183	14 435	942	77 915	2 658	3 467	1 940	10 969	17	163					178 074		87 227	309 131	309 131	7 866	301 265				-7 524
70	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET A	183 148										954		785	33	2 668	2 941		8 493		1 295		29	447	65			1 760		193					19 663		84 379	82 478	82 478		82 478				-3 372
80	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMER	67 293												5	549	3 170	94	2 730	10 052	164	3 279	3 867	137	311	1 038	2 166	2 269	3 558	10 056	560	139					44 144		7 612	16 743	16 743		16 743				-1 206
90	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE LI	1 329 296									11 927	7 595	1 892	7 803	17 622	31 548	3 181	11 900	227 192	13 194	112 123	25 150	7 705	1 885	68 695	3 030	33 185	9 029	5 445	5 323	5 962					611 386		368 456	188 680	188 680		188 680			192 262	-31 488
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	225 471												7	2 087	3 301	954	725	5 200	87 054	284	3 254	636	1 212	2 259	1 307	1 887	6 743	5 348	2 576	512					125 346		56 919	43 206	43 206	10 108	33 098				
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	269 978													317	344	48	178	1 278	166	1 003	1 883	889	328	1 425	706	1 481	1 525	975	439	64					13 049		1 765	710	710		710			253 477	977
120	VENTES																																												
130	SERVICES DE REPARATION	34 658													1 444	404	252	403	3 305	252	1 360	1 986	139	531	5 125	1 797	7 087	2 963	2 716	554	742					31 060		79	3 519	3 519		3 519				
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE REST	126 312												25	786	198	212	188	1 709	176	1 399	3 535	117	92	5 173	1 648	3 034	2 665	466	38	303					21 764		8 501	96 043	96 043		96 043				4
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUN	471 538									50	36	50	551	3 982	5 785	688	1 354	24 177	1 360	4 675	81 974	1 592	2 214	91 995	12 174	24 180	8 151	3 686	714	1 432					270 820		99 493	101 176	101 176		101 176				49
160	SERVICES FINANCIERS	133 499												10	1 587	1 446	285	195	9 142	764	1 068	5 410	85	399	3 758	17 187	8 107	1 007	146	36	235	56 495				107 362		10 529	15 608	15 608		15 608				
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AU	310 319									261	31		624	5 803	6 975	1 144	1 004	12 880	1 053	8 016	31 709	2 866	1 729	27 073	11 457	23 904	8 442	1 541	1 428	2 143					150 083		23 240	84 347	82 467	60 137	22 330	1 880		51 551	1 098
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	211 331																																					211 331	2 590		2 590	208 741				
190	SERVICES D'EDUCATION	110 261														28	22	5	261	124	19	494		497	1 278	1 007	1 400	412	270	40					5 857		668	103 736	22 169	7 294	14 875	77 379	4 188		
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIA	27 532											320																						320		194	27 018	10 838	1 377	9 461	14 606	1 574		
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PER	63 542																	102					206	1 562		313	553	85	22					2 843		24	60 700	35 168	1 937	33 231		25 532		-25
220	SIFIM																																												
230	CORRECTION TERRITORIALE	4 074																																			47 653	-43 579		-43 579					
999	PRODUIT D'ATTENTE																																												
	Total	5 013 268									37 224	8 677	23 978	10 227	34 210	248 029	28 729	19 232	335 767	104 807	166 359	173 697	15 137	108 795	212 104	55 946	108 787	61 822	30 751	12 608	11 532	56 495			1 864 913		893 955	1 793 383	1 459 483	229 053	1 230 430	302 606	31 294	504 447	-43 430
	Valeur ajoutée brute /PIB				156 455	-42 537	25 100	1 495	78 678		409 098	40 494	60 730	53 652	64 198	35 431	13 069	14 343	64 096	41 487	86 630	173 960	12 012	14 251	201 015	66 410	173 121	149 509	79 305	14 779	47 256	-56 495			1 758 351	1 977 542										
	Rémunération des salariés										1 746	2 663	1 553	2 520	10 779	14 510	4 340	3 225	19 989	15 168	13 672	35 641	1 493	3 663	55 535	32 031	31 987	97 928	49 549	5 718	16 150					419 860	419 860										
	Salaires bruts										1 734	2 660	1 553	2 462	9 635	13 777	4 062	2 969	18 773	13 428	13 130	33 748	1 297	3 455	51 429	27 304	29 394	95 940	47 168	5 534	14 549					394 021	394 021		SOMME DES VALEURS AJOUTEES			1 758 351		CONSOMMATION FINALE			1 793 383
	Contributions sociales effectives										10	2		31	915	587	225	207	972	1 392	434	1 513	163	166	3 288	3 943	2 078	732	1 044	151	1 319					19 172	19 172		IMPOTS SUR LES IMPORTATIONS			78 678		F.B.C.F.			504 447
	Contributions sociales imputées										2	1		7	229	146	53	49	244	348	108	380	33	42	818	784	515	1 256	1 337	33	282					6 667	6 667		IMPOTS SUR LES EXPORTATIONS			1 495		VARIATIONS DES STOCKS			-43 430
	Impôts sur la production										1	3		20	2 133	829	155	161	1 645	400	861	2 823	17	213	2 188	3 661	1 944	6	28	72	876					18 036	18 036		AUTRES IMPOTS SUR LES PRODUITS			181 555		EXPORTATIONS			893 955
	Subventions sur la production													-125		-150		-600		-2 859					-200	-207	-119	-255	-3 879						-8 394	-8 394		SUBVENTIONS SUR LES PRODUITS			-42 537		IMPORTATIONS			1 170 813
	Excédent brut d'exploitation / revenu mixte										407 351	37 828	59 177	51 237	51 286	20 242	8 574	11 557	42 462	28 778	72 097	135 496	10 502	10 375	143 492	30 925	139 309	51 830	33 607	8 989	30 230	-56 495			1 328 849	1 328 849										
	Effectifs employés par branche										1 033 394	3 459	11 759	7 499	8 012	30 974	200 323	25 902	58 692	4 024	74 091	506 090	38 602	127 159	94 234	9 686	22 158	30 341	51 907	27 564	126 208					2 492 078	2 492 078		PIB			1 977 542		PIB			1 977 542

Annexe 5. 4: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2013, courant

TABLEAU DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TRE) — ANNEE 2013 A PRIX COURANT — Origine nationale & importée

TABLEAU DES RESSOURCES

Production des branches

	Ressources en produits	Total des ressources à prix d'acquisi-tion	Marges de commerce	Marges de transport	TVA non déductible	Subven-tions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les expor-tations	Impôts sur les impor-tations	Total des ressources à prix de base	AGRICULTURE VIVRIERE	CULTURE DE PROD POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTA	ELEVAGE ET CHASSE	SYLVICULT., EXPLOIT. FORET. ; PECHE	ACTIVITES D'EXTRACTION	PRODUITS ALIMENTAIRES	FABRICATION DE TEXTILES ; TRAVAIL DU CUIR ; C	TRAVAIL DU BOIS, EDITION ET IMPRIMERIES	AUTRES ACTIVITES MANUFACTURIERES	PRODUCTION D'ELECTRICITE, GAZ ET EAU	CONSTRUCTION	COMMERCE	REPARATION	ACTIVITES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	ACTIVITES FINANCIERES	ACTIVITES IMMOBILIERES ; DE SERVICE AUX ENTRE	ADMINISTRATION PUBLIQUE	EDUCATION	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	SIFIM	CORRECTION TERRITORIALE	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1	Total des branches	Ajustement CAF /FAB	Impor-tations
											10	20	30	40	50	60	70	80	90	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	999			
10	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	514 007	47 136		1 360				2 262	463 249	439 772																32								439 804		23445
20	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU	58 140	7 558		32				43	50 507		50 344																							50 344		163
30	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHAS	117 221	19 552		13				175	97 481			89 284														44								89 328		8153
40	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PRO	80 775	9 910		289				960	69 616				64 874																					64 874		4742
50	PRODUITS DE L'EXTRACTION	116 017	3 845		489				224	111 459					98 378				5 608			139													104 125		7334
60	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENT	638 266	100 807		35 869		7 121	169	19 246	475 054	284					315 923												36								316 243		158811
70	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET A	189 837	18 371		17 809			165	21 286	132 206							41 057																			41 057		91149
80	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMERI	66 117	4 736		1 569				1 654	58 158								34 616	3 722																	38 338		19820
90	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE L'I	1 572 458	162 619		87 981	-40 377	22 462	1 711	50 114	1 287 948									385 296																	385 296		902652
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	252 333	213		6 361				7	245 752										162 495																162 495		83257
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	284 060			1 619					282 441										7 729	270 602															278 331		4110
120	VENTES		-374 747							374 747				523					1 125			372 216					553		330						374 747		0
130	SERVICES DE REPARATION	36 902			42					36 860													29 238												34 720		2140
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE REST	145 224			623					144 601														140 571												140 571		4030
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUN	516 880			25 009					491 871												237			434 813											435 050		56821
160	SERVICES FINANCIERS	141 847								141 847												112			3 801	122 800										126 713		15134
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AU	326 583			313					326 270												7 280			3 503	1 317	304 390								316 490		9780
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	238 478								238 478																		238 478								238 478		0
190	SERVICES D'EDUCATION	112 110								112 110																			111 707							111 707		403
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIA	31 529								31 529																				30 532	772				31 304		225
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PER	71 142			4 634				5	66 503																					65 775				65 775		728
220	SIFIM																																				0
230	CORRECTION TERRITORIALE	21 932								21 932																											21932
999	PRODUIT D'ATTENTE																																				0
		5 531 858			184 012	-40 377	29 583	2 045	95 976	5 260 619	440 056	50 344	89 284	65 397	98 378	315 923	41 057	34 616	395 751	170 224	270 602	379 984	29 238	140 571	447 599	124 117	305 055	238 478	112 037	30 532	66 547				3 845 790		1 414 829

Consommation intermédiaire des branches

	Emploi des produits	Total des emplois à prix d'acquisi-tion	Marges de commerce	Marges de transport	TVA non déductible	Subven-tions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les expor-tations	Impôts sur les impor-tations	Total des ressources à prix de base	AGRICULTURE VIVRIERE	CULTURE DE PROD POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTA	ELEVAGE ET CHASSE	SYLVICULT., EXPLOIT. FORET. ; PECHE	ACTIVITES D'EXTRACTION	PRODUITS ALIMENTAIRES	FABRICATION DE TEXTILES ; TRAVAIL DU CUIR ; C	TRAVAIL DU BOIS, EDITION ET IMPRIMERIES	AUTRES ACTIVITES MANUFACTURIERES	PRODUCTION D'ELECTRICITE, GAZ ET EAU	CONSTRUCTION	COMMERCE	REPARATION	ACTIVITES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	ACTIVITES FINANCIERES	ACTIVITES IMMOBILIERES ; DE SERVICE AUX ENTRE	ADMINISTRATION PUBLIQUE	EDUCATION	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	SIFIM	CORRECTION TERRITORIALE	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1	Total des branches	Total de l'économie	Expor-tations	Consommation finale					Formation brute de capital fixe	Variations des stocks
																																							Dépense	Ménages			Adminis - trations	ISBL		
											10	20	30	40	50	60	70	80	90	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	999				Cons. Fin.	Sous-total	Autocons.	Commerc.				
10	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	514 007									24 674		15 928			73 394								11 251				3 780		5				129 032		3 495	381 508	381 508	131 608	249 900				-28
20	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU	58 140										45				3 303	18 623											42						22 013		25 812	12 452	12 452	3 837	8 615			3 960	-6 097
30	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHAS	117 221											43	3		24 818		414	1 819		6 970			3 919				592		532				39 110		2 232	37 987	37 987	2 511	35 476			867	579
40	PROD. EXPLOITATION FORESTIERE ; PRO	80 775														57			11 363		26 806			57										38 283		68 370	5 541	5 541		5 541				3 823
50	PRODUITS DE L'EXTRACTION	116 017																																											
60	PRODUITS DE L'INDUSTRIE AGROALIMENT	638 266											3 010	364		47 208	403		13 069	612	197	15 587	904	89 435	2 752	3 753	4 425	12 560	41	186				194 506		107 128	337 612	337 612	8 804	328 808				-980
70	TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT ET A	189 837										1 009		747	36	1 732	2 843		9 151		1 713		32	446	68			2 146		228				20 151		82 611	88 335	88 335		88 335				-1 260
80	BOIS, PDTS DE L'EDITION ET D'IMPRIMERI	66 117												7	632	2 933	106	2 627	9 688	207	3 702	4 091	131	328	1 322	2 341	3 113	5 519	8 268	721	184				45 920		3 826	17 136	17 136		17 136				-765
90	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES DE L'I	1 572 458									11 761	8 212	2 049	7 896	18 508	34 201	3 189	12 685	215 842	14 753	128 160	33 543	8 159	1 900	72 925	3 139	41 620	10 134	3 412	6 409	7 818				646 315		410 482	208 153	208 153		208 153			257 599	49 909
100	ELECTRICITE, GAZ ET EAU	252 333												9	2 269	3 003	951	696	4 875	100 302	306	3 380	600	1 129	2 514	1 467	1 761	8 131	3 052	2 951	582				137 978		67 089	47 266	47 266	9 170	38 096				
110	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	284 060													348	300	52	185	1 156	195	1 115	2 070	965	344	1 687	746	1 833	1 855	499	523	81				13 954		1 184	752	752		752			268 558	-388
120	VENTES																																												
130	SERVICES DE REPARATION	36 902													1 415	395	253	400	2 972	291	1 709	2 147	146	517	5 748	1 836	8 389	3 499	1 654	624	1 080				33 075		79	3 747	3 747		3 747				1
140	SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE REST	145 224												30	789	195	218	189	1 515	197	1 431	3 717	119	86	5 784	1 358	3 469	3 039	842	43	452				23 473		8 772	112 979	112 979		112 979				
150	SERVICES DE TRANSPORTS ET COMMUN	516 880									45	35	55	586	4 897	5 628	674	1 374	21 688	1 507	5 679	85 005	1 508	2 189	100 147	12 686	31 108	9 391	3 144	805	1 798				289 959		120 266	106 455	106 455		106 455				200
160	SERVICES FINANCIERS	141 847												12	1 682	1 340	300	182	8 050	875	1 391	5 858	82	383	4 081	15 276	13 443	1 170	238	39	312	61 100			115 814		6 992	19 041	19 041		19 041				
170	SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES AU	326 583									269	34		739	6 558	7 153	1 249	999	12 463	1 274	10 729	36 086	3 108	1 743	33 196	11 988	23 692	10 561	2 393	1 679				165 903		21 665	91 027	88 939	64 844	24 095	2 088		46 630	1 358
180	SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	238 478																																			238 478	9 327		9 327	229 151				
190	SERVICES D'EDUCATION	112 110														30	25	5	247	152	25	534		493	1 498	1 042	1 861	517	268	44				6 741		560	104 809	25 411	7 943	17 468	74 958	4 440		
200	SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIA	31 529											329																							329		126	31 074	13 934	1 286	12 648	15 670	1 470		
210	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PER	71 142																	96					223	1 223		867	661	47	27				3 144		40	67 956	39 798	3 244	36 554		28 158		2
220	SIFIM																																												
230	CORRECTION TERRITORIALE	21 932																																			61 284	-39 352	-39 352		-39 352				
999	PRODUIT D'ATTENTE																																												
	Total	5 531 858									36 749	9 335	21 414	10 393	37 124	256 830	28 886	19 756	313 994	120 365	189 933	192 018	15 754	119 324	232 945	55 642	135 581	74 441	23 848	14 816	12 307	61 100			1 982 565		992 014	1 925 829	1 569 894	243 597	1 326 297	321 867	34 068	582 737	48 713
	Valeur ajoutée brute /PIB				184 012	-40 377	29 583	2 045	95 976		403 307	41 009	67 870	55 004	61 244	59 093	12 171	14 860	81 757	49 859	80 669	187 966	13 484	21 247	214 654	68 475	169 474	164 037	88 189	15 716	54 240	-61 100			1 863 225	2 134 464									
	Rémunération des salariés										1 801	2 959	1 762	2 604	11 712	17 464	4 538	3 263	24 824	13 869	17 303	40 953	1 459	4 631	61 463	36 265	33 411	108 122	58 301	7 803	18 092				472 599	472 599									
	Salaires bruts										1 786	2 959	1 762	2 568	10 205	16 380	4 278	2 968	23 186	12 286	16 588	38 365	1 396	4 219	55 540	31 282	30 982	106 177	55 352	7 322	16 329				441 930	441 930		SOMME DES VALEURS AJOUTEES		1 863 225		CONSOMMATION FINALE		1 925 829
	Contributions sociales effectives										13			29	1 205	866	208	234	1 310	1 267	573	2 071	56	330	4 741	4 169	1 941	673	1 507	430	1 409				23 032	23 032		IMPOTS SUR LES IMPORTATIONS		95 976		F.B.C.F.		582 737
	Contributions sociales imputées										2			7	302	218	52	61	328	316	142	517	7	92	1 182	814	488	1 272	1 442	51	354				7 637	7 637		IMPOTS SUR LES EXPORTATIONS		2 045		VARIATIONS DES STOCKS		48 713
	Impôts sur la production										2			11	2 430	861	237	66	1 898	400	2 447	2 201	5	205	4 130	2 888	1 028	9	17	53	937				19 825	19 825		AUTRES IMPOTS SUR LES PRODUITS		213 595		EXPORTATIONS		992 014
	Subventions sur la production															-120		-600		-2 920					-100		-6		-3 640						-7 386	-7 386		SUBVENTIONS SUR LES PRODUITS		-40 377		IMPORTATIONS		1 414 829
	Excédent brut d'exploitation / revenu mixte										401 504	38 050	66 108	52 389	47 102	40 888	7 396	12 131	55 035	38 510	60 919	144 812	12 020	16 411	149 161	29 322	135 041	55 906	33 511	7 860	35 211	-61 100			1 378 187	1 378 187									
	Effectifs employés par branche										1 035 675	3 540	11 787	8 305	8 274	31 426	201 321	25 766	60 660	4 217	78 884	509 660	38 708	127 960	95 542	9 765	25 573	29 595	62 755	27 614	133 779				2 530 806	2 530 806		PIB		2 134 464		PIB		2 134 464

Annexe 5. 5: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) 2012

	Total	Compte B&S	Compte	OS1	OS1005	OS1004	OS1003	OS1002	OS1001	OS1008	Opérations et		OS1008	OS1001	OS1002	OS1003	OS1004	OS1005	OS1	Compte	Compte B&S	Total	
		Ressources	Reste du monde	Economie Totale	isbl	Ménages	Apu_Sécu	IF	SQSnonFin	Unité fictive	soldes comptables		Unité fictive	SQSnonFin	IF	Apu_Sécu	Ménages	isbl	Economie Totale	Reste du monde	Emplois		
Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services	1 170 813	1 170 813									0P7	Importations								1 170 813		1 170 813	Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services
	893 955		893 955								0P6	Exportations										893 955	
	3 623 264	3 623 264									0P1	Production	0	1 460 717	110 821	317 300	1 703 132	31 294	3 623 264			3 623 264	
	1 864 913			1 864 913	5 645	673 826	97 261	49 343	982 343	56 495	0P2	Consommation intermédiaire										1 864 913	
	219 191	219 191									D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	0	0	0	219 191			219 191	
	1 977 542			1 977 542	25 649	1 029 306	220 039	61 478	478 374	-56 495	B01	Valeur ajoutée brute	-56 495	478 374	61 478	220 039	1 029 306	25 649	1 977 542			1 977 542	Compte : II.1.1 Compte d'exploitation
	276 858		276 858								B11	Solde des échanges extérieurs de Biens & Services								276 858		276 858	
Compte : II.1.1 Compte d'exploitation	445 020		25 160	419 860	14 674	84 694	145 964	29 391	145 137	0	0D1	Rémunération des salariés	0	0	0	0	431 025	0	431 025	13 995		445 020	Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires
	228 833		0	228 833	0	1 332	-245	3 113	5 442	0	D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0	228 833	0	0	228 833	0		228 833	
	219 191		0	219 191	0	0	0	0	0	0	D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	219 191	0	0	219 191	0		219 191	
	9 642		0	9 642	0	1 332	-245	3 113	5 442	0	D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	0	0	0	9 642	0	0	9 642	0		9 642	
	1 328 849			1 328 849	10 975	943 280	74 320	28 974	327 795	-56 495	B0A	Revenu d'exploitation	-56 495	327 795	28 974	74 320	943 280	10 975	1 328 849			1 328 849	
Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires	56 495			56 495	0	0	0	56 495	0	0	0D400A	Ajustement pour services bancaires imputés	56 495	0	0	0	0	0	56 495			56 495	
	660 511		100 763	559 748	0	22 696	19 017	160 591	357 444	0	D4	Revenus de la propriété (hors SIFIM)	0	49 575	226 231	50 473	184 042	17	510 338	112 179		622 517	
	1 939 297			1 939 297	10 992	1 535 651	334 609	38 119	19 926	0	B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	0	19 926	38 119	334 609	1 535 651	10 992	1 939 297			1 939 297	Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu
Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu	58 516		38	58 478	0	8 849	0	11 485	38 144	0	0D5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0	58 516	0	0	58 516	0		58 516	
	62 666		88	62 578	0	60 489	0	1 671	418	0	0D6001	Contributions sociales	0	2 810	727	56 272	468	300	60 577	2 089		62 666	
	50 538		3 425	47 113	300	468	42 808	727	2 810	0	0D6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0	0	50 538	0	50 538	0		50 538	
	532 085		210 078	322 007	26 749	130 298	82 109	20 522	62 329	0	0D7	Autres transferts courants	0	79 035	57 937	112 637	163 519	34 347	447 475	84 610		532 085	
	2 066 227			2 066 227	18 590	1 550 072	437 117	62 378	-1 930	0	B06	Revenu disponible brut	0	-1 930	62 378	437 117	1 550 072	18 590	2 066 227			2 066 227	Compte : II.3 Compte de redistribution du revenu en nature
Compte : II.3 Compte de redistribution du revenu en nature	130 531			130 531	31 294	0	99 237	0	0	0	0D6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	0	130 531	0	130 531			130 531	
	2 066 227			2 066 227	-12 704	1 680 603	337 880	62 378	-1 930	0	B07	Revenu disponible ajusté	0	-1 930	62 378	337 880	1 680 603	-12 704	2 066 227			2 066 227	Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu
Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu	0										B06	Revenu disponible brut	0	-1 930	62 378	437 117	1 550 072	18 590	2 066 227			2 066 227	
	1 793 383			1 793 383	31 294	1 459 483	302 606	0	0	0	0P3	Dépense de consommation finale										1 793 383	1 793 383	
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0D8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
	272 844			272 844	-12 704	90 589	134 511	62 378	-1 930	0	B08	Epargne brute	0	-1 930	62 378	134 511	90 589	-12 704	272 844			272 844	Compte : III.1 Compte de capital
	150 179		150 179								B12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur								150 179		150 179	
Compte : III.1 Compte de capital	504 447			504 447	564	120 732	141 063	42 253	199 835	0	P51	Formation Brute de capitale Fixe									504 447	504 447	
	-43 430			-43 430	0	-2 905	486	0	-41 011	0	P52	Variation de stocks									-43 430	-43 430	
	0		0	0	0	-13 952	0	3 233	10 719	0	AN2	Actifs non produits										0	
	0										0D9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	0	875	12 753	63 066	70 109	16 300	163 103	0		163 103	
	0										0D9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	0	0	0	-15 612	0	0	-15 612	-147 491		-163 103	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0DZ	Opérations transitoires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	0										B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	0	-1 055	75 131	181 965	160 698	3 596	420 335	2 688		423 023	
	-37 994		2 688	-40 682	3 032	56 823	40 416	29 645	-170 598	0	B09	Capacité ou besoin de financement											

Annexe 5. 6: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) 2013

	Total	Compte B&S	Compte	OS1	OS1005	OS1004	OS1003	OS1002	OS1001	OS1008	Opérations et		OS1008	OS1001	OS1002	OS1003	OS1004	OS1005	OS1	Compte	Compte B&S	Total	
		Ressources	Reste du monde	Economie Totale	isbl	Ménages	Apu_Sécu	IF	SQSnonFin	Unité fictive	soldes comptables		Unité fictive	SQSnonFin	IF	Apu_Sécu	Ménages	isbl	Economie Totale	Reste du monde	Emplois		
Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services	1 414 829	1 414 829									OP7	Importations								1 414 829		1 414 829	Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services
	992 014		992 014								OP6	Exportations									992 014	992 014	
	3 845 790	3 845 790									OP1	Production	0	1 615 905	113 975	345 561	1 736 281	34 068	3 845 790			3 845 790	
	1 982 565			1 982 565	5 374	741 918	100 167	51 151	1 022 855	61 100	OP2	Consommation intermédiaire									1 982 565	1 982 565	
	271 239	271 239									D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	0	0	0	271 239			271 239	
	2 134 464			2 134 464	28 694	994 363	245 394	62 824	593 050	-61 100	B01	Valeur ajoutée brute	-61 100	593 050	62 824	245 394	994 363	28 694	2 134 464			2 134 464	Compte : II.1.1 Compte d'exploitation
	422 815		422 815								B11	Solde des échanges extérieurs de Biens & Services								422 815		422 815	
Compte : II.1.1 Compte d'exploitation	500 165		27 566	472 599	16 199	86 181	162 841	33 721	173 657	0	0D1	Rémunération des salariés	0	0	0	0	483 679	0	483 679	16 486		500 165	Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires
	283 678		0	283 678	0	1 116	9	2 570	8 744	0	D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0	283 678	0	0	283 678	0		283 678	
	271 239		0	271 239	0	0	0	0	0	0	D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	271 239	0	0	271 239	0		271 239	
	12 439		0	12 439	0	1 116	9	2 570	8 744	0	D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	0	0	0	12 439	0	0	12 439	0		12 439	
	1 378 187			1 378 187	12 495	907 066	82 544	26 533	410 649	-61 100	B0A	Revenu d'exploitation	-61 100	410 649	26 533	82 544	907 066	12 495	1 378 187			1 378 187	
Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires	61 100			61 100	0	0	0	61 100	0	0	0D400A	Ajustement pour services bancaires imputés	61 100	0	0	0	0	0	61 100			61 100	
	537 131		120 514	416 617	0	3 368	28 866	50 983	333 400	0	D4	Revenus de la propriété (hors SIFIM)	0	46 547	146 847	36 104	183 325	19	412 842	124 289		537 131	
	2 141 769			2 141 769	12 514	1 570 702	373 460	61 297	123 796	0	B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	0	123 796	61 297	373 460	1 570 702	12 514	2 141 769			2 141 769	
Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu	82 938		41	82 897	0	29 630	0	16 491	36 776	0	0D5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0	82 938	0	0	82 938	0		82 938	Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu
	64 279		112	64 167	0	64 167	0	0	0	0	0D6001	Contributions sociales	0	0	0	58 762	0	0	58 762	5 517		64 279	
	46 726		3 290	43 436	0	0	43 178	0	258	0	0D6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0	0	46 468	0	46 468	258		46 726	
	610 810		238 888	371 922	28 590	78 707	161 533	33 877	69 215	0	0D7	Autres transferts courants	0	42 424	42 859	141 702	243 638	38 402	509 025	101 785		610 810	
	2 276 540			2 276 540	22 326	1 688 304	452 151	53 788	59 971	0	B06	Revenu disponible brut	0	59 971	53 788	452 151	1 688 304	22 326	2 276 540			2 276 540	Compte : II.3 Compte de redistribution du revenu en nature
Compte : II.3 Compte de redistribution du revenu en nature	124 737			124 737	34 068	0	90 669	0	0	0	0D6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	0	124 737	0	124 737			124 737	
	2 276 540			2 276 540	-11 742	1 813 041	361 482	53 788	59 971	0	B07	Revenu disponible ajusté	0	59 971	53 788	361 482	1 813 041	-11 742	2 276 540			2 276 540	Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu
Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu	0										B06	Revenu disponible brut	0	59 971	53 788	452 151	1 688 304	22 326	2 276 540			2 276 540	
	1 925 829			1 925 829	34 068	1 569 894	321 867	0	0	0	OP3	Dépense de consommation finale									1 925 829	1 925 829	
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0D8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
	350 711			350 711	-11 742	118 410	130 284	53 788	59 971	0	B08	Epargne brute	0	59 971	53 788	130 284	118 410	-11 742	350 711			350 711	Compte : III.1 Compte de capital
	280 739		280 739								B12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur								280 739		280 739	
Compte : III.1 Compte de capital	582 737			582 737	572	158 202	142 373	45 207	236 383	0	P51	Formation Brute de capitale Fixe									582 737	582 737	
	48 713			48 713	0	-367	121	0	48 959	0	P52	Variation de stocks									48 713	48 713	
	0		0	0	0	-16 851	0	6 198	10 653	0	AN2	Actifs non produits										0	
	0										0D9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	0	18 024	103	62 786	61 737	18 255	160 905	0		160 905	
	0										0D9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	0	0	0	-4 021	0	0	-4 021	-156 884		-160 905	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0DZ	Opérations transitoires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	0										B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	0	77 995	53 891	189 049	180 147	6 513	507 595	123 855		631 450	
	0		123 855	-123 855	5 941	39 163	46 555	2 486	-218 000	0	B09	Capacité ou besoin de financement											

Annexe 6: Macro-matrice de comptabilité sociale (MCS) agrégée du Togo pour 2013

Campagne	**2013**																
Unité monétaire:	**en millions de FCFA**																
TOGO	Activités	Produits	Facteurs	Entreprises	Ménages	Gouvernement	Impôts sur le revenu	Impôts moins subventions sur la production	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Autres impôts moins subventions sur les produits	Droits de douanes sur imports (hors TVA)	Droits de doines sur exports	Investissement public	Investissement-épargne	Variation des stocks	Reste du Monde	Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
1 Activités		3 845 790															3 845 790
2 Produits	1 982 565				1 603 962	321 867							142 373	440 364	48 713	992 014	5 531 858
3 Facteurs	1 850 786															27 566	1 878 352
4 Entreprises			376 082	163 157	3 617	63 474										109 529	715 859
5 Ménages			1 403 240	199 323	35 349	67 992										209 188	1 915 092
6 Gouvernement			82 544	44 781	58 777	88 923	82 897	12 439	184 012	- 10 794	95 976	2 045				44 128	685 728
7 Impôts sur le revenu				53 267	29 630												82 897
8 Impôts moins subventions sur la production	12 439																12 439
9 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)		184 012															184 012
10 Autres impôts moins subventions sur les produits		- 10 794															- 10 794
11 Droits de douanes sur imports (hors TVA)		95 976															95 976
12 Droits de doines sur exports		2 045															2 045
13 Investissement public														142 373			142 373
14 Investissement-épargne				108 242	112 185	130 284										280 739	631 450
15 Variation des stocks														48 713			48 713
16 Reste du Monde		1 414 829	16 486	147 089	71 572	13 188											1 663 164
Total	3 845 790	5 531 858	1 878 352	715 859	1 915 092	685 728	82 897	12 439	184 012	- 10 794	95 976	2 045	142 373	631 450	48 713	1 663 164	

Annexe 7: Aperçu méthodologique

La comptabilité nationale fournit une évaluation complète de toutes les activités économiques qui se sont déroulées dans un pays au cours d'une période donnée. Les comptes nationaux sont élaborés suivant une méthodologie internationale énoncée dans le système de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN). Le SCN est «l'ensemble internationalement accepté de recommandations sur la manière de traiter les mesures de l'activité économique». Il s'articule autour de «concepts, de définitions, de classifications et de règles comptables internationalement acceptés » et de comptes macroéconomiques donnant une image complète et cohérente de l'économie. Il existe actuellement dans sa version révisée de 2008, mais il est mis en œuvre dans sa version de 1993 par la plupart des pays.

Toutefois, compte tenu des structures économiques très variées des pays et des difficultés de disponibilité des données statistiques au niveau le plus détaillé possible, le SCN admet une certaine flexibilité donnant la possibilité à chaque pays d'adapter certains concepts et nomenclatures. Ainsi, comme pour les comptes nationaux de 2012 (avec pour année de base 2007), la Division des Comptes Nationaux et de la Prévision (DCNP) a maintenu la même méthodologie concernant les nomenclatures, les loyers imputés, la consommation du capital fixe de l'administration publique, la production des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), la production du secteur informel et les statistiques du commerce extérieur.

A- Les nomenclatures

L'utilisation des nomenclatures dans la production des comptes nationaux est indispensable ; en effet, elles facilitent le traitement des données et l'analyse des comptes économiques.

Il existe deux grandes catégories de nomenclatures internationales:

- Les nomenclatures de concepts propres au SCN : il s'agit de quatre nomenclatures standards décrites par le SCN et utilisées comme telles par l'ensemble des pays. Elles concernent les secteurs institutionnels, les opérations, les autres flux et les stocks ;
- Les nomenclatures extérieures au SCN : les plus fréquemment utilisées en comptabilité nationale, soit en les adaptant aux réalités économiques de chaque économie, soit par des tables de passage, sont la Classification Internationale Type, par Industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI), la Classification Centrale des Produits (CPC) et le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH).

Les nomenclatures des activités et des produits officiellement utilisées par le Togo sont la nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA) et la nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT (NOPEMA). La NAEMA et la NOPEMA sont des adaptations respectives de la Classification Internationale Type, par Industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) dans sa troisième révision.

Pour les travaux des comptes nationaux, il importe de mettre en place des nomenclatures de travail dérivées des nomenclatures nationales ou internationales en vigueur. Ainsi, pour la série des comptes nationaux de 2007 à 2013 ayant pour année de base 2007, les nomenclatures d'activités et des produits ont été agrégées par rapport à celles qui ont été utilisées pour les comptes nationaux de 2000. Ainsi, les nomenclatures de travail des comptes nationaux comptent 44 branches d'activité au niveau 2 et 91 produits au niveau 3 (les plus détaillés), y compris les SIFIM, les corrections territoriales et les produits d'attente.

B- Démarche d'élaboration des comptes nationaux

L'élaboration des comptes nationaux a pour objectif l'estimation de la valeur de l'ensemble des biens et services créés au sein d'une économie au cours d'une année donnée et du revenu qui s'en dégage. Cette valeur ambivalente est appelée Produit intérieur brut (PIB). L'estimation de cette valeur se fait selon un processus qui comprend quatre principales étapes:

- la mise en place des nomenclatures et de la stratégie d'élaboration des comptes nationaux;
- la collecte et le traitement des sources des données;
- l'élaboration proprement dite (équilibres ressources-Emplois et les comptes de branches et Matrices de qui à qui);
- la synthèse (TEI, TRE et TCEI).

Démarches d'élaboration

La première étape est réalisée lors de l'élaboration de l'année de base qui elle-même est renouvelée théoriquement tous les dix ans. Elle consiste en: (i) la mise en place de toutes les classifications, (ii) l'identification des sources de données potentielles (recensement des faits économiques) et (iii) le choix de la base statistique des comptes nationaux. C'est l'occasion d'adaptation des nomenclatures internationales au contexte du pays.

La seconde étape permet la collecte, le traitement et la mise en forme des données conformément au cadre central et aux concepts définis dans le manuel du SCN et ses adaptations. Elle permet aussi la mise en cohérence de chaque source de données.

L'élaboration proprement dite comprend essentiellement les travaux analytiques. Ces derniers consistent en la conduite des travaux sur les équilibres ressources-emplois (ERE) par produit ; les comptes de branche d'activité (CB) tels que retenues dans les nomenclatures adoptées et les matrices de « qui à qui » des secteurs institutionnels (opérations de transferts entre secteurs). Pour ces différentes opérations, l'outil ERETES a été utilisé. Ainsi chaque étape de travail est traduite en activités réalisées.

Activités réalisées

Travaux de l'étape 1

- Mise au point des nomenclatures (activités, produits, secteurs, opérations) ;
- Identification des sources des données ;
- Choix de l'année de base ;
- Choix de la géométrie des comptes à produire (phase de mise en œuvre du SCN 93).

Travaux de l'étape 2

- Collecte des données sources ;
- Traitement des données sources qui se traduit par les opérations suivantes:
  - ✓ Saisie ;
  - ✓ Codification ;
  - ✓ Apurement des fichiers ;
  - ✓ Transcription des données dans les concepts de la comptabilité nationale ;
  - ✓ Mise en forme pour le chargement dans une base de données ERETES.
- Travaux transversaux qui consistent en la préparation des données de certaines variables telles que la consommation finale, la formation brute de capital fixe, l'emploi, etc.

Travaux de l'étape 3

- Mise en cohérence interne de chaque source de données ;
- Travaux analytiques qui concernent :
  - ✓ L'élaboration des équilibres ressources–emplois de chaque produit de la nomenclature adoptée ;
  - ✓ L'élaboration des comptes de branche (compte de production et d'exploitation) ;
  - ✓ L'élaboration des opérations de répartition entre secteurs institutionnels.
- Synthèse intermédiaire qui est l'analyse critique des résultats obtenus qui se fait variable par variable, opération par opération.

Cette étape se fait de manière itérative afin de faire converger les résultats des différentes approches utilisées. Selon la qualité des résultats, elle peut être répétée trois à quatre fois.

Travaux de l'étape 4

- Synthèse globale de tous les travaux qui doit aboutir à la sortie des tableaux prévus par le cadre central du SCN : Tableau des Ressources et Emplois (TRE) et le Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI);

- Travaux post synthèse (reporter les arbitrages faits lors de la synthèse au niveau détaillé) ;
- Préparation de la publication.

Difficultés rencontrées

L'élaboration des comptes nationaux nécessite la disponibilité des données sources désagrégées avec des niveaux suffisamment détaillés des informations. Pour les travaux des comptes nationaux de 2011, les principales difficultés rencontrées sont les suivantes:

- L'accès aux données statistiques dans les délais raisonnables ;
- La difficulté d'obtention des données sous un format facilement exploitable ;
- Le manque de moyens financiers pour la réalisation de certaines études thématiques ;
- L'instabilité du personnel en charge de l'élaboration des comptes nationaux ;
- L'insuffisance de moyens financiers et matériels pour la production des comptes nationaux.

C- Estimations de quelques agrégats

Loyers imputés

Selon le SCN 93, les loyers imputés désignent la partie non marchande des services de logement produits pour leur propre consommation par les propriétaires-occupants. La valeur des loyers imputés a été obtenue à partir des résultats de l'enquête QUIBB 2011 concernant la rubrique des dépenses de loyer qu'auraient dû payer les ménages non locataires.

Le calcul de la Consommation du Capital fixe de l'administration publique

La CCF est estimée, pour les administrations publiques dans leur ensemble, à partir d'une série longue (les 15 dernières années) de FBCF des administrations publiques et du déflateur du PIB. Les 15 années correspondent à la durée de vie moyenne des investissements de l'administration publique (tous produits confondus). Le déflateur du PIB est choisi comme une variable proxy du déflateur de la FBCF, ce dernier n'étant pas disponible.

La CCF est alors donnée par la quinzième somme des FBCF des 15 dernières années, réévaluées aux prix de l'année en cours. Finalement, la CCF est répartie par branche, produit et secteur des APU, proportionnellement à la somme des autres coûts.

La production du secteur informel

Pour les besoins de la comptabilité nationale, la Division des comptes nationaux et de la prévision a réalisé en 2009, une enquête légère sur quelques activités du secteur informel à Lomé afin de disposer de la structure de production des unités informelles. Les résultats de cette enquête ont été complétés au besoin par celui de l'enquête 1-2-3 sur le secteur informel réalisée en 2001 dans la capitale.

La production des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Les institutions sans but lucratif sont des unités légales ou sociales, créées dans le but de produire des biens ou des services, auxquelles leur statut interdit d'être une source de revenu, de profit ou d'autre gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent. Le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) se compose de syndicats, de groupements professionnels, de sociétés savantes, des associations des consommateurs, de partis politiques, des églises et congrégations religieuses (y compris celles financées mais pas contrôlées par les administrations publiques), des clubs sociaux, culturels, récréatifs et sportifs, des organismes de charité et associations de bienfaisance etc.

En vue de mesurer leur apport à la création de la richesse nationale, une enquête a été réalisée en 2009 auprès de 242 ONG. La base de sondage utilisée est le répertoire de 325 ONG en activité au Togo élaborée par le PNUD en 2006. L'approche « boule de neige » a également été utilisée. L'évaluation de cette contribution passe par l'identification de ces institutions, la collecte et le traitement des données statistiques dont elles disposent.

La production des ONG est mesurée par la somme des coûts de production (consommation de biens et services, rémunération des salariés, consommation de capital fixe). Il a été supposé de plus que les dépenses liées aux projets se répartissent en dépenses de FBCF, dépenses de consommations intermédiaires et dépenses de rémunération des salariés. Ainsi, la production de chaque ONG est mesurée par la somme de ses coûts de production (y compris une estimation de la consommation de capital fixe évaluée à partir de la FBCF de l'année courante). Cette production est ensuite répartie par produit, à partir des déclarations des ONG concernant leurs domaines d'activités.

Les statistiques du commerce extérieur

Dans le souci de cerner l'ensemble des contours des flux commerciaux informels et de consolider les statistiques du commerce extérieur, la DGSCN (actuel INSEED) a réalisé au cours de l'année 2010, une enquête pilote sur les flux commerciaux transfrontaliers non enregistrés ou flux informels avec la Commission de l'UEMOA. Les résultats de cette enquête pilote d'une durée de deux semaines qui s'est déroulée seulement sur les corridors des frontières du Togo avec le Bénin et le Burkina Faso ont été exploités pour l'élaboration des comptes nationaux en ce qui concerne les statistiques du commerce extérieur. Les résultats sont utilisés pour les arbitrages dans la réalisation des équilibres ressources et des emplois (ERE).

Le calcul de la production de la construction

La branche « Construction » dans la nomenclature de travail des comptes nationaux du Togo comporte deux (02) produits à savoir « Travaux publics » et « Construction de bâtiments ». C'est l'ensemble de ces produits qu'on appelle communément « Bâtiments et Travaux publics » (BTP).

Pour l'évaluation de la production de la branche, la principale source utilisée est les déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises qui exercent dans la branche « Construction ». Mais l'évaluation de la formation brute de capital fixe (FBCF) en

« Construction » provient de la demande de BTP des différents secteurs institutionnels. Les sources utilisées pour évaluer cette demande sont :

- Pour les administrations publiques
  - ✓ Le budget d'investissement et d'équipement (BIE) pour les données concernant l'Etat ;
  - ✓ Les DSF des administrations de sécurité sociale ;
  - ✓ Le budget des collectivités locales.
- Pour les sociétés (financières et non financières) : les DEC 2080 et les DSF.
- Pour les ménages, la demande est déterminée à partir des données de l'enquête QUIBB 2011 où le module N (DEPENSES MOINS COURANTES DE CONSOMMATION) du questionnaire comporte une rubrique intitulée « Dépenses de construction de maison au cours des 12 derniers mois ». Les dépenses évaluées sont celles des fournitures de construction (ciment, peinture, tôle en zinc, tuile, serrures, sable, chaux, fer à béton, etc.) et la main d'œuvre (services de maçon, peintre, menuisier, plombier, électricien, carreleur, charpentier, soudeur, etc.).

Par ailleurs, les dépenses d'auto construction des ménages ont été également évaluées sur la base d'hypothèses.

Il importe de noter que la production de construction pour compte propre des ménages, en l'absence d'un marché, doit être évaluée aux coûts de production. Cependant, la construction pour compte propre des ménages ne fait probablement pas intervenir l'utilisation d'équipements et de matériaux lourds et en conséquence, la valeur de la consommation de capital fixe peut être négligée. L'évaluation de la production par les coûts intègre la valeur totale du travail fourni, même s'il est fourni à titre gratuit.

Les hypothèses retenues sont donc les suivantes :

- ✓ Les dépenses d'auto construction sont essentiellement le fait des ménages ruraux ;
- ✓ Pour estimer la taille des ménages ruraux, on part de l'estimation de la population totale et de la population rurale ;
- ✓ Connaissant la taille moyenne des ménages, on divise la population rurale par cette taille pour connaître l'effectif des nouveaux ménages ;
- ✓ L'effectif des nouveaux ménages est supposé égal au nombre de nouveaux logements construits.

Ainsi, la formation brute du capital fixe en construction de bâtiment de l'informel comprend la valeur actualisée des données de l'enquête QUIBB 2011 augmentée de l'auto construction des ménages. L'actualisation des données est faite à travers l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) des différents produits qui entrent dans la construction (ciment, peinture, tôle en zinc, tuile, serrures, sable, chaux, fer à béton, etc.).

Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)

La valeur des SIFIM est égale à la valeur des revenus de la propriété à recevoir par les intermédiaires financiers moins les intérêts qu'ils ont à payer. Pour les sociétés financières, la valeur des SIFIM est égale aux intérêts à recevoir moins les intérêts à payer.

L'emploi

Trois grandes catégories d'emplois sont prises en considération par la comptabilité nationale. Il s'agit des salariés (déclarés ou non), les entrepreneurs individuels (patrons et travailleurs pour compte propre) et les aides familiaux[5].

La matrice emploi 2013 est obtenue en utilisant les données de la Direction de la gestion informatique du personnel de l'État (DGIPE), de la base de déclaration des salaires de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises, du bulletin statistique de la santé, de l'annuaire statistique de l'éducation et de la structure de la matrice emploi de 2011. Cette dernière a été construite à partir des données du RGPH4 et du QUIBB 2011.

Calcul de la consommation finale des ménages

Les éléments de consommation finale des ménages sont obtenus grâce à l'exploitation des résultats de l'enquête QUIBB 2011 et de la matrice des consommations finales de l'année précédente.

[5] Selon le SCN, on appelle aides familiaux collaborant à l'entreprise familiale, les membres d'une famille qui travaillent dans une entreprises non constituée en société sans rémunération

GLOSSAIRE

Activité principale

L'activité principale d'une unité de production est l'activité dont la valeur ajoutée est supérieure à celle de toute autre activité exercée dans l'unité (le produit de l'activité principale doit comprendre des biens et des services qui peuvent être livrés à d'autres unités, bien qu'ils puissent aussi servir à la propre consommation ou à la propre formation de capital du producteur).

Activité secondaire

Une activité secondaire est une activité exercée au sein d'une unité de production unique, en plus de son activité principale et dont le produit, comme celui de l'activité principale, doit pouvoir être livré hors de l'unité de production.

Administrations publiques (comme unités institutionnelles)

Le secteur des administrations publiques comprend des unités institutionnelles qui, en plus des tâches qu'elles assument quant à la mise en œuvre des politiques publiques et à la régulation de la vie économique, produisent pour l'essentiel des services (et parfois des biens) non marchands destinés à la consommation individuelle ou collective, et qui redistribuent le revenu et la richesse.

Administrations de sécurité sociale

Les administrations de sécurité sociale peuvent être distinguées par le fait qu'elles ont une organisation séparée des autres activités des administrations publiques, et qu'elles détiennent des actifs et des passifs séparément de ces dernières ; ce sont des unités institutionnelles distinctes parce qu'il s'agit de fonds autonomes, qu'elles ont leurs propres actifs et leurs propres passifs, et qu'elles s'engagent dans des opérations financières pour leur propre compte.

Administrations locales

Les administrations locales sont des unités institutionnelles dont le pouvoir fiscal, législatif et exécutif s'étend sur les plus petits des territoires géographiques distingués à des fins administratives et politiques.

Dans le contexte du Togo, les administrations publiques locales correspondent aux communes et aux préfectures.

Aides à l'investissement

Les aides à l'investissement sont des transferts en capital, effectués en espèces ou en nature, par des administrations publiques à d'autres unités institutionnelles résidentes ou non résidentes pour financer, en partie ou en totalité, les coûts de leurs acquisitions d'actifs fixes.

Autres transferts courants

Les autres transferts courants comprennent les primes et les indemnités nettes d'assurance-dommages, les transferts courants entre différents types de services des administrations publiques, généralement situés à des niveaux différents d'administration, ainsi qu'entre des administrations publiques nationales et des administrations publiques étrangères et d'autres transferts courants, comme ceux qui se produisent entre ménages.

Autres transferts en capital

Les autres transferts en capital comprennent tous les transferts en capital, à l'exclusion des impôts en capital et des aides à l'investissement; ils comprennent, entre autres, les annulations de dettes effectuées par accord réciproque entre créanciers et débiteurs.

Besoin/Capacité de financement

La capacité de financement est le montant net dont dispose une unité ou un secteur pour financer, directement ou indirectement, d'autres unités ou d'autres secteurs ; c'est le solde du compte de capital et il est défini comme : (l'épargne nette plus les transferts en capital à recevoir moins les transferts en capital à payer) moins (la valeur des acquisitions moins les cessions d'actifs non financiers, moins la consommation de capital fixe) ; une capacité de financement négative est également appelée "besoin de financement".

Biens

Les biens sont des objets physiques pour lesquels il existe une demande, sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais d'une opération sur le marché ; s'il existe une demande, c'est que les biens peuvent être utilisés pour satisfaire les besoins des ménages ou de la communauté ou pour produire d'autres biens ou d'autres services.

Branche d'activité

Une branche d'activité se compose d'établissements engagés dans les mêmes types d'activité de production ou dans des types similaires ; la classification des activités productives utilisée dans le SCN93 est la troisième révision de la classification internationale type par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI Rev 3). La toute dernière révision de la CITI est la CITI révision 4 qui est prise en compte dans le SCN 2008.

Consommation de capital fixe

La consommation de capital fixe représente la réduction de la valeur des actifs fixes utilisés dans la production au cours de la période comptable, qui résulte de la détérioration physique, de l'obsolescence normale ou des dommages accidentels normaux.

Consommation finale

La consommation finale regroupe les biens et les services utilisés par les ménages ou par la société dans son ensemble pour satisfaire leurs besoins individuels ou collectifs.

Consommation finale effective des administrations publiques

La consommation finale effective des administrations publiques est mesurée par la valeur des services de consommation collectifs (par opposition aux services de consommation individuels) fournis par les administrations publiques à la collectivité ou à d'importants sous-ensembles de la collectivité ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en soustrayant la valeur des transferts sociaux en nature à payer.

Consommation finale effective des ISBLSM

Il n'y a pas de consommation finale effective des ISBLSM parce que, en pratique, la plupart de leurs services sont individuels par nature et, donc, pour simplifier, tous les services des ISBLSM sont traités comme individuels, par convention (comme des transferts sociaux en nature).

Consommation finale effective des ménages

La consommation finale effective des ménages vise à mesurer la valeur des biens et des services de consommation acquis par les ménages, qu'ils aient été achetés ou transférés par des administrations publiques ou des ISBLSM, et utilisés par eux pour la satisfaction de leurs besoins ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en ajoutant les transferts sociaux en nature à recevoir.

Consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire correspond à la valeur des biens et des services consommés en entrée d'un processus de production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme une consommation de capital fixe ; les biens et les services peuvent être soit transformés, soit détruits par le processus de production.

Contribution à la croissance

La croissance du PIB peut être décomposée en la somme des contributions de ses différentes composantes : dépenses de consommation des ménages, des institutions sans but lucratif au service des ménages et des administrations publiques, investissement, variations de stocks et solde commercial.

Dans les cas simples, agrégats en valeur notamment, la contribution d'une composante à un agrégat (le PIB par exemple) est égale au produit du taux de croissance de cette composante par son poids dans l'agrégat à la période précédente.

Pour les volumes aux prix de l'année précédente chaînés, concept de volume selon lequel sont publiés les comptes nationaux, le calcul précédent s'applique aux comptes annuels en prenant l'évolution de la composante en volume chaîné et le poids en valeur (le cas des variations de

stocks étant toutefois particulier). Pour les comptes trimestriels, les particularités du chaînage font que le calcul précédent ne fournit qu'une approximation. Celle-ci est généralement suffisante mais les contributions calculées ainsi ne sont pas additives.

Déflateur

C'est un indicateur statistique permettant d'éliminer l'illusion inflationniste qui gonfle artificiellement la valeur des biens et services. Il est égal au rapport entre le PIB nominal et le PIB réel.

Dépense de consommation finale des administrations publiques

La dépense de consommation finale des administrations publiques consiste en la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les administrations publiques à la fois à des biens et des services de consommation individuels, et à des services de consommation collectifs.

Dépense de consommation finale des ISBLSM

La dépense de consommation finale des ISBLSM comprend la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ISBLSM résidentes à des biens et des services de consommation individuels.

Dépense de consommation finale des ménages

La dépense de consommation finale des ménages est la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ménages résidents à des biens et des services de consommation individuels, y compris à ceux vendus à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.

Dépense finale

La dépense finale regroupe la dépense de consommation finale et la formation brute de capital fixe.

Dépense imputée

Certaines opérations qu'il est souhaitable d'inclure dans les comptes ne se réalisent pas en termes monétaires et ne peuvent donc pas être mesurées directement ; dans de tels cas, une valeur conventionnelle est imputée à la dépense correspondante (les conventions varient d'un cas à l'autre et sont décrites dans le SCN comme il convient).

Excédent d'exploitation

L'excédent d'exploitation mesure l'excédent ou le déficit issu de la production, avant que soient pris en compte les intérêts, les loyers ou les charges analogues, que l'entreprise doit payer sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits qu'elle a empruntés ou loués, et les intérêts, les loyers ou les recettes analogues, que l'entreprise doit recevoir sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits dont elle est propriétaire ; (noter que dans les entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, cette rubrique s'appelle "revenu mixte").

Exportations de biens et de services

Les exportations de biens et de services se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des résidents à des non-résidents ; le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements comme décrit dans le Manuel de la balance des paiements.

Formation brute de capital

La formation brute de capital est mesurée par la valeur du total de la formation brute de capital fixe, des variations des stocks, et des acquisitions moins les cessions d'objets de valeur.

Formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe est mesurée par la valeur totale des acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes au cours de la période comptable, plus certaines additions à la valeur des actifs non produits (tels que les gisements ou des améliorations majeures de la quantité, de la qualité ou de la productivité de la terre) réalisées par l'activité productive des unités institutionnelles.

Importations de biens et de services

Les importations de biens et de services se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des non-résidents à des résidents. Le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements comme décrit dans le Manuel de la balance des paiements.

Impôt sur un produit

Par impôt sur un produit, il faut entendre un impôt dû par unité d'un bien ou d'un service donné ; il peut correspondre à un montant monétaire déterminé par unité de quantité ou être calculé sous la forme d'un pourcentage déterminé du prix unitaire ou de la valeur du bien ou du service échangé.

Impôts

Les impôts sont des paiements obligatoires, sans contrepartie, en espèces ou en nature, effectués par les unités institutionnelles à des administrations publiques ; ils sont dits "sans contrepartie" parce que les administrations ne fournissent rien en retour à l'unité individuelle qui effectue le paiement, même s'il arrive que les administrations utilisent les fonds collectés par les impôts pour fournir des biens ou des services à d'autres unités, individuellement ou collectivement ou à la communauté dans son ensemble.

Indicateur de pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat est la capacité d'un ménage à consommer grâce à son revenu disponible. Il fait généralement référence aux biens et services que ce ménage peut acheter dans son pays de résidence suivant l'unité monétaire encours. C'est la quantité de biens et services qu'une unité monétaire ou une somme donnée permet d'acquérir.

Le pouvoir d'achat du revenu - par exemple le salaire - est la quantité moyenne de biens et services que ce revenu permet d'obtenir.

Cette capacité à consommer se mesure par l'indicateur de pouvoir d'achat qui est le rapport entre l'indice du revenu et l'indice des prix.

Indice de prix

Un indice de prix est une moyenne des variations relatives des prix d'un ensemble déterminé de biens et de services entre deux périodes.

Indice de quantité

Un indice de quantité est construit à partir d'informations sur les quantités telles que le nombre ou le poids total de biens ou le nombre de services ; l'indice de quantité n'a aucune signification économique s'il repose sur l'addition de quantités non commensurables entre elles, bien qu'il soit souvent utilisé comme substitut à un indice de volume.

Institutions sans but lucratif

Les institutions sans but lucratif sont des entités juridiques ou sociales créées dans le but de produire des biens ou des services, dont le statut ne leur permet pas d'être une source de revenu, de profit ou d'autre forme de gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comprennent les ISBL qui ne sont pas contrôlées et principalement financées par les administrations publiques et qui fournissent aux ménages des biens ou des services gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.

Ménage

Un ménage est un petit groupe de personnes qui partagent le même logement, qui mettent en commun une partie, ou la totalité, de leur revenu et de leur patrimoine et qui consomment collectivement certains types de biens et de services, principalement de la nourriture et des services de logement.

En comptabilité nationale, les ménages sont un secteur institutionnel regroupant l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction économique principale est de consommer et éventuellement de produire dans le cadre des entreprises individuelles.

Les unités institutionnelles du secteur des ménages sont des personnes physiques disposant d'une autonomie de comportement en tant que consommateurs ou producteurs (entrepreneurs individuels). Leurs ressources principales sont constituées de la rémunération des facteurs de production, des transferts des autres secteurs et de la vente de biens et services marchands par les entrepreneurs individuels.

Prix c.a.f.

Le prix c.a.f. (c'est-à-dire coût, assurance et fret) est le prix d'un bien à la frontière du pays importateur, y compris les frais d'assurance et de transport encourus jusqu'à ce point ou le prix d'un service fourni à un résident, avant paiement des éventuels droits ou autres impôts sur les importations et des marges commerciales et de transport à l'intérieur du pays. Dans le SCN93, ce concept n'est appliqué qu'aux importations détaillées.

Prix constants

Les mesures à prix constants sont obtenues en partageant directement les variations dans le temps de la valeur des flux ou des stocks de biens et de services en deux composantes reflétant les variations des prix des biens et des services concernés, et les variations de leurs volumes (c'est-à-dire les variations "à prix constants") ; le terme à prix constants renvoie généralement à des séries qui utilisent une formule de Laspeyres à base fixe.

Prix d'acquisition

Le prix d'acquisition correspond au montant payé par l'acquéreur, en excluant toute TVA déductible ou tout impôt déductible similaire, pour prendre livraison d'une unité d'un bien ou d'un service au moment et au lieu choisis par lui ; le prix d'acquisition d'un bien inclut tous les frais de transport payés séparément par l'acquéreur pour en prendre livraison au moment et au lieu requis.

Prix de base

Le prix de base est le montant que le producteur reçoit de l'acquéreur pour une unité de bien ou de service produite, diminué de tout impôt à payer et augmenté de toute subvention à recevoir, sur cette unité, du fait de sa production ou de sa vente ; il exclut tout frais de transport facturé séparément par le producteur.

Prix du marché

Le prix du marché pour les transactions est le montant de monnaie que l'acheteur paie au vendeur pour acquérir un bien lorsque cet échange s'effectue de plein gré entre deux parties indépendantes.

Prix du producteur

Le prix du producteur est le montant que le producteur reçoit de l'acheteur pour une unité de bien ou de service produite, diminué de toute TVA ou de tout impôt déductible similaire, facturé à l'acquéreur ; il exclut tout frais de transport facturé séparément par le producteur.

Prix f.a.b.

Le prix f.a.b. (franco à bord) des exportations et des importations de biens est le prix du marché déterminé en un point uniforme (la frontière douanière de l'économie exportatrice) ; il est égal au prix c.a.f. moins les frais d'assurance et les coûts de transport des biens entre la frontière douanière du pays exportateur (importateur) et celle du pays importateur (exportateur).

Production marchande

La production marchande est celle qui est vendue à des prix économiquement significatifs ou écoulée autrement sur le marché ou bien qui est destinée à être vendue ou écoulée sur le marché.

Production non marchande – autre

L'autre production non marchande est constituée de biens et de services individuels ou collectifs produits par les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ou par les administrations publiques, et qui sont fournis gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs, à d'autres unités institutionnelles ou à la communauté dans son ensemble ; ce type de production représente l'une des trois grandes catégories de production du SCN, les deux autres étant la production marchande et la production pour usage final propre.

Production pour usage final propre

La production pour usage final propre est constituée des biens et services qui sont retenus par les propriétaires des entreprises dans lesquelles ils sont produits, et qui sont destinés à un usage final propre à ces propriétaires.

Produit Intérieur Brut (PIB)

Le PIB correspond à l'ensemble des biens et services produits sur le territoire national quelle que soit la nationalité des producteurs.

Produit Intérieur Brut, dans l'optique de la production

Dans l'optique de la production, le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de tous les producteurs résidents aux prix de base plus tous les impôts sur les produits diminués des subventions.

Produit Intérieur Brut, dans l'optique des dépenses

Dans l'optique des dépenses, le PIB se définit comme étant égal au total des dépenses finales aux prix d'acquisition (y compris la valeur f.a.b des exportations de biens et services) moins le total des importations des biens et des services valorisées franco à bord (f.a.b.).

Produit Intérieur Brut, dans l'optique du revenu

Dans l'optique du revenu, le PIB est égal à la rémunération des salariés, plus les impôts, moins les subventions, sur la production et les importations, plus le revenu mixte brut, plus l'excédent d'exploitation brut.

Rémunération des salariés

La rémunération des salariés est le total des rémunérations, en espèces ou en nature, que doivent verser les entreprises aux salariés en contrepartie du travail accompli par ces derniers au cours de la période comptable.

Reste du monde

Le reste du monde comprend toutes les unités institutionnelles non résidentes qui effectuent des opérations avec des unités résidentes ou qui ont d'autres relations économiques avec les unités résidentes.

Revenu mixte

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

Revenus de la propriété

Revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de sa mise à la disposition d'une autre unité institutionnelle. Ils comprennent principalement les dividendes versés par les sociétés, les intérêts et les loyers des terrains (les loyers des logements, actifs corporels produits, sont considérés comme le paiement d'un service).

Revenus primaires

Revenus dont disposent les unités résidentes du fait de leur participation directe à des processus de production et revenus de la propriété.

Salaires et traitements en nature au sens de la Comptabilité nationale

Biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement constituent des montants qui sont versés à l'entreprise à titre définitif, généralement par des collectivités territoriales. Il n'y a donc aucune obligation de remboursement.

Secteurs Institutionnels

Les différents secteurs regroupent :

- Les sociétés non financières (SNF)
- Les sociétés financières (SF)

Les administrations publiques (APU)

- Les ménages et entrepreneurs individuels (Ménages)
- Les Institutions privées Sans But Lucratif (ISBL) au service des Ménages.

L'économie nationale comprend toutes les unités institutionnelles qui résident sur le territoire économique d'un pays, c'est-à-dire qui exercent des activités économiques sur ce territoire pendant plus d'un an. Les unités résidentes réalisent avec les unités non résidentes des opérations qui sont retracées dans le compte du reste du monde (RDM).

SCN (Système de comptabilité nationale)

Le Système de comptabilité nationale (SCN) se compose d'une série cohérente de comptes macro-économiques, de comptes de patrimoine et de tableaux articulés et coordonnés qui s'appuient sur un ensemble de concepts, définitions, nomenclatures et règles de comptabilisation approuvés au plan international.

Secteur informel

Le secteur informel peut se caractériser, d'une façon générale, comme étant constitué d'unités de production qui opèrent typiquement à petite échelle, avec un faible niveau d'organisation, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production et avec l'objectif premier de créer des emplois et d'engendrer des revenus pour les personnes concernées ; pour les besoins statistiques, le secteur informel est défini en fonction des circonstances nationales comme un ensemble d'entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, qui produisent au moins quelques produits pour le marché mais qui ont soit moins d'un nombre spécifié de salariés et/ou qui ne sont pas enregistrées selon les formes spécifiques de la législation nationale ; l'enregistrement peut se référer, par exemple, à l'inscription prévue par les obligations fiscales ou des cotisations de sécurité sociale ou d'autres dispositions administratives.

Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)

Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) sont une mesure indirecte de la valeur de services d'intermédiation financière fournis pour lesquels les intermédiaires ne recourent pas à une facturation explicite.

Subventions

Les subventions sont des paiements courants sans contrepartie que les administrations publiques, y compris les administrations publiques non résidentes, font à des entreprises sur la base du niveau de leurs activités de production ou des quantités ou des valeurs des biens et des services qu'elles produisent, vendent ou importent.

Taux de couverture

Dans le commerce extérieur, le taux de couverture des importations est le rapport entre les exportations et les importations.

Taux de croissance réel du PIB

Le taux de croissance réel du PIB est l'augmentation en volume du PIB entre deux périodes ; il donne la performance d'une économie; le rythme de création de sa richesse. Il s'obtient par le rapport entre les PIB constants de l'année n et de l'année n – 1.

Taux de pénétration

Dans le commerce extérieur, le taux de pénétration exprime le rapport entre les importations et les ressources totales.

Taux d'ouverture de l'économie

Le taux d'ouverture de l'économie est le rapport entre la moyenne des importations et des exportations d'une part, et le PIB d'autre part, pour une période donnée.

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est un impôt sur les produits collecté par étapes par les entreprises ; la TVA est un impôt de portée très large généralement conçue pour couvrir la plupart, voire la totalité, des biens et des services mais les producteurs sont obligés de verser seulement la différence entre la TVA sur leurs ventes et la TVA sur leurs achats destinés à la consommation intermédiaire ou à la formation de capital alors que la TVA n'est généralement pas facturée sur les ventes aux non-résidents (c'est-à-dire sur les exportations).

Transfert

Un transfert est une opération par laquelle une unité institutionnelle fournit un bien, un service ou un actif à une autre unité, sans recevoir en contrepartie de cette dernière un bien, un service ou un actif.

Transferts en nature

Ce sont des échanges qui existent entre les secteurs institutionnels résidents. Ils sont versés aux ménages par les APU et les ISBL.

Transferts sociaux en nature

D'une part, ils enregistrent les prestations sociales en nature, qui comprennent à la fois les prestations pour lesquelles le ménage bénéficiaire ne supporte aucune dépense, et les prestations pour lesquelles il effectue la dépense initiale avant d'être remboursé. D'autre part, ils enregistrent le transfert des biens et des services non marchands individuels, comme les services d'éducation, qui ne sont pas inclus dans les prestations sociales en nature. Dans la nomenclature des opérations de répartition, l'ensemble de ces opérations fait partie des transferts sociaux en nature.

Unité institutionnelle

Centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle dispose d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète, ou au moins qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente du point de vue économique ou juridique.

L'unité institutionnelle est la plus petite unité d'observation dans le SCN. Les unités institutionnelles sont regroupées en secteurs institutionnels.

Valeur ajoutée brute

La valeur ajoutée brute correspond à la valeur de la production diminuée de celle de la consommation intermédiaire ; elle constitue la contribution apportée au PIB par un producteur, une branche d'activité ou un secteur ; la valeur ajoutée brute est la source d'où proviennent les revenus primaires tels que les définit le SCN, et est donc reportée dans le compte de distribution primaire du revenu.